

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 285
3 avril 1989

**UNION
SOVIETIQUE**
Les urnes
débordent

ISLAM
L'affaire Rushdie

FRANCE
Interview avec
deux élus de la LCR

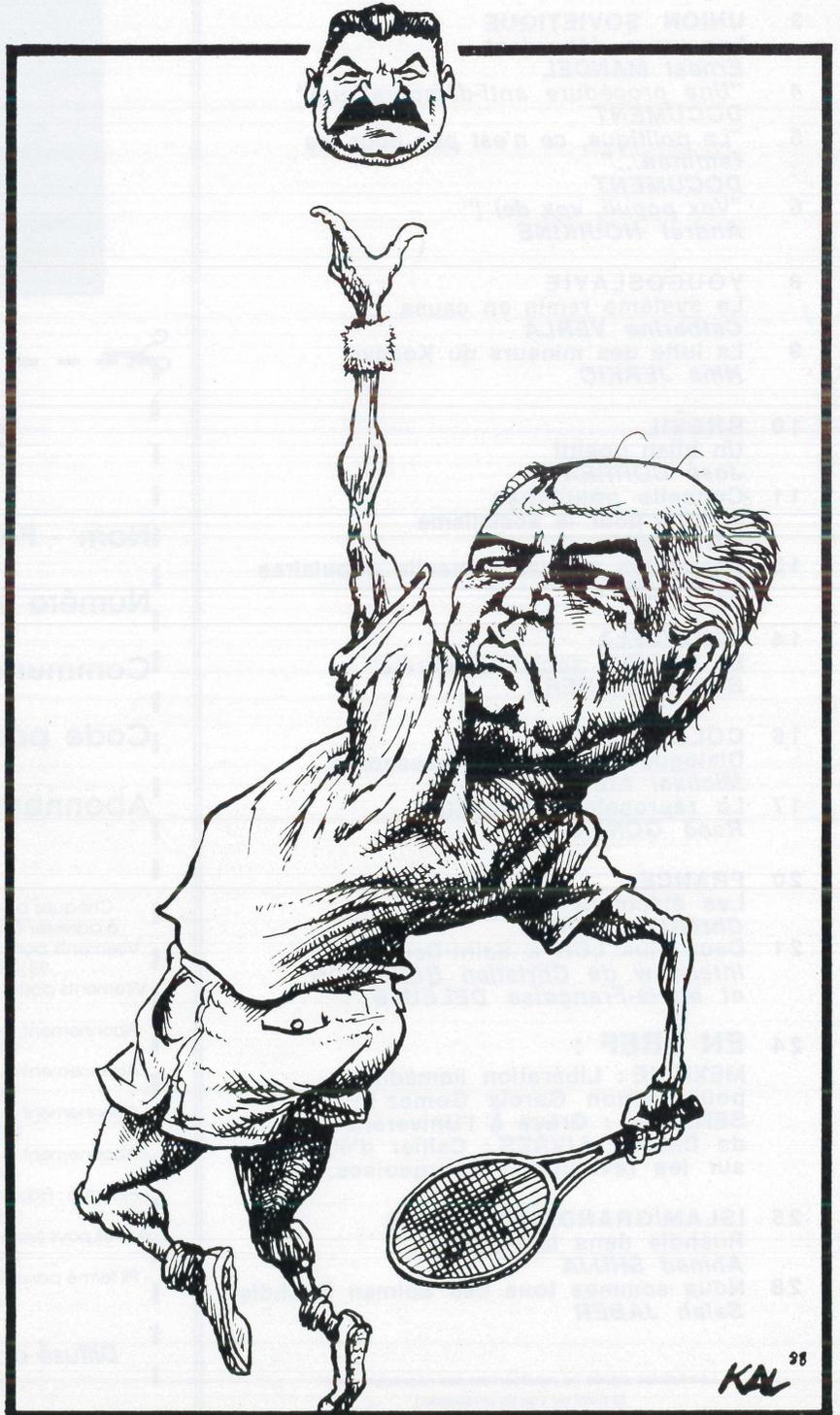


VENEZUELA
L'explosion

BRESIL
Débat sur les
Conseils populaires

YUGOSLAVIE
Les morts du Kosovo

15 FF - 4 FS - 85 FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC) .
Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

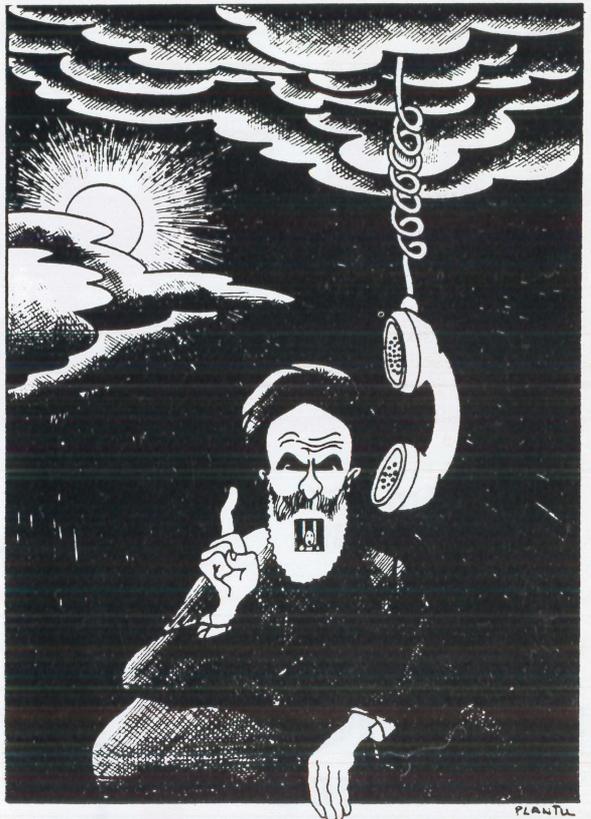
Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission
paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 285 Du 3 avril 1989

- 3 **UNION SOVIETIQUE**
Les urnes débordent
Ernest MANDEL
- 4 **"Une procédure anti-démocratique"**
DOCUMENT
- 5 **"La politique, ce n'est pas pour les femmes..."**
DOCUMENT
- 6 **"Vox populi, vox dei !"**
Andreï NOUIKINE
- 8 **YUGOSLAVIE**
Le système remis en cause
Catherine VERLA
- 9 **La lutte des mineurs du Kosovo**
Nina JERKIC
- 10 **BRESIL**
Un bilan positif
José CORREA
- 11 **Conseils populaires
et lutte pour le socialisme**
EM TEMPO
- 13 **Résolution sur les Conseils populaires**
DOCUMENT
- 14 **VENEZUELA**
Le "modèle social-démocrate"
Sergio CABRERA
- 16 **COLOMBIE**
Dialogue sur fond de massacres
Michael LÆWY
- 17 **La répression s'accroît**
René GONZALES
- 20 **FRANCE**
Les électeurs se rebiffent
Christian PIQUET
- 21 **Deux élus LCR à Saint-Denis**
*Interview de Christian BENSIMON
et Marie-Françoise DELEULE*
- 24 **EN BREF :**
**MEXIQUE : Libération immédiate
pour Ramon Garcia Gomez ! ;
SENEGAL : Grève à l'Université
de Dakar ; LIVRES : Cahier d'étude
sur les révolutions bourgeoises.**
- 25 **ISLAM/GRANDE-BRETAGNE**
Rushdie dans la tempête
Ahmad SHUJA
- 28 **Nous sommes tous des Salman Rushdie**
Salah JABER

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

INom - Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code postal Pays

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris,
93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -
Tél : 45.32.06.23

Elections en URSS

POUR LA PREMIERE fois depuis l'époque de Lénine, le 26 mars, de nombreux électeurs soviétiques ont eu l'occasion d'exprimer un choix, lors des élections pour désigner 2 250 représentants au Congrès des députés du peuple, qui à son tour, devra élire les 544 membres du Soviet suprême. En effet, pour près des trois quarts des sièges à pourvoir, plusieurs candidats étaient en lice. Ce nombre est divisé en trois listes.

1 500 députés devaient être élus par les districts territoriaux et nationaux, qui sont répartis de façon égale entre les 15 républiques, indépendamment de leur population, ce qui maintient le principe de la représentation égale, sur lequel était basé le vieux Soviet des nationalités.

750 autres délégués doivent être élus dans les organismes publics. Sur ce nombre, 425 sièges sont réservés pour le Parti communiste (PCUS) et ses organisations associées (100 pour le PC, 75 pour le Komsomol, l'organisation de jeunesse, 100 pour la Confédération syndicale centrale, qui chapeaute tout les syndicats, 75 pour le Comité des femmes soviétiques et 75 pour le Conseil des syndicats des vétérans de la guerre et du travail).

Les 325 délégués restants, désignés par les organisations publiques, sont impartis à des "organisations publiques mandatées", telles que les associations coopératives, l'Académie soviétique des sciences, l'Union des écrivains, l'Union des journalistes, etc.

Dans tous les cas où il y avait plus de deux candidats, les candidatures devaient être ratifiées par des assemblées, dont la moitié des membres était désignés par les comités d'élection du district et l'autre moitié par les candidats eux-mêmes. Ce système facilite le remplissage de ces assemblées par les dirigeants du PC, et ne permet qu'à de rares candidats réellement indépendants de réussir à passer, étant donné qu'un candidat doit obtenir 50% des suffrages pour que sa candidature soit officiellement enregistrée. En Estonie, les dirigeants ont tout simplement, été obligés d'abandonner cette procédure et d'enregistrer tous les candidats présentés. ■

UNION SOVIETIQUE

Les urnes débordent

LES ELECTIONS du 26 mars 1989 constituent un tournant important de la situation en URSS.

La politisation des larges masses a fait un pas en avant significatif.

Le sommet de la nomenklatura a subi une défaite politique d'une ampleur imprévue.

La démocratisation, certes encore très partielle, a franchi une étape.

Ernest MANDEL

ON NE PEUT PAS encore faire l'inventaire complet des résultats électoraux. Mais ce qu'on en connaît par les différentes sources soviétiques et par les correspondants de presse occidentaux présents en Union soviétique, est déjà impressionnant :

Hécatombe de bureaucrates

— 34 des 150 secrétaires régionaux du PCUS ont été battus ;

— un membre suppléant du Bureau politique (BP), Soloviev, a été battu à Leningrad ;

— à Leningrad également, les trois autres "chefs suprêmes" de la bureaucratie, et notamment le maire et le premier secrétaire local du PCUS de la ville ont été éliminés, ce dernier par un simple ouvrier des chantiers navals ;

— le plus vieux membre du BP, le chef de la bureaucratie en Ukraine, Chtcherbinsky, seul candidat dans le bastion ouvrier de Dniepropetrovsk, a vu son nom rayé par 27% des électeurs ;

— à Jitomir, une journaliste indépendante, Alla Yarochinskaya, l'a emporté sur 4 candidats du parti ;

— à Lvov, capitale de l'Ukraine occidentale, des groupements indépendants qui ne purent présenter de candidats appelèrent à rayer le nom des candidats du PCUS ; 3 de ces candidats n'ont pas obtenu 50% des suffrages ;

— en Moldavie, des intellectuels indépendants ont battu la plupart des dirigeants du parti ;

— en Biélorussie, supposée être le bastion des "conservateurs", et où il n'y eut, presque partout, qu'un seul candidat, ceux-là n'ont pas obtenu 50% des suffrages, imposant ainsi un deuxième tour ;

— en Arménie, la presse officielle affirme que 53% des électeurs ont voté à Erevan (contre une moyenne de 85% pour l'Union soviétique). Mais des observateurs indépendants assurent qu'il y a eu fraude massive, et que plus de 50% des électeurs ont suivi l'appel du Comité Karabakh à boycotter les élections, pour arracher la libération des 11 membres du comité arrêtés, dont plusieurs voulaient être candidats aux élections et avaient une bonne chance d'être élus ;

— en Kirghizie, des candidats de l'appareil se retrouvent en ballottage défavorable. L'un d'entre eux a été battu par le correspondant local des *Izvestia* ;

— à Volgograd, un écrivain ultra-conservateur, appuyé par le parti et par le groupe d'extrême-droite, Pamiat, a été battu par un jeune inconnu, candidat du Komsomol (jeunesse communiste) ;

— à Kiev, troisième ville du pays, le chef du parti, Massik, a été évincé, de même que le maire de la ville ;

— à Iaroslavl, où il y eut, l'an passé, une grève ouvrière importante, le candidat du parti, le général Snetkov, a été battu par un lieutenant-colonel qui proposait que les étudiants soient dispensés du service militaire ;

Pays baltes

— en Lituanie, le mouvement populaire radical-démocratique et nationaliste *Sajudis*, a obtenu 30 des 42 sièges. Le président de la république de Lituanie et le premier-ministre, qui s'opposèrent à ce mouvement, n'ont pas été élus ;

— en Estonie, le chef du parti n'a pu être élu qu'avec l'appui du Front populaire, qui a obtenu 15 sièges attribués au premier tour des élections ;

— en Lettonie, un journaliste de la télévision a battu le premier ministre ;

— à Tomsk, en Sibérie, plus de 50% des électeurs ont rayé le nom du candidat unique ;

— d'importants chefs militaires, tels l'amiral de la flotte du Nord, le commandant en chef de l'armée soviétique en République démocratique allemande (RDA), le chef du KGB (police politique) d'Estonie, ont vidé les étrières ;

— à Moscou, le maire de la ville, et le deuxième secrétaire du parti, ont mordu la poussière. Dans une série de circonscriptions, des candidats "réformateurs" sont en bonne position de ballottage, notamment l'ancien dissident pro-Khrouchchev, l'historien Roy Medvedev, le procureur Gdlian, qui avait mené l'enquête contre la famille Brejnev, le philosophe Atsjin, et les économistes Emelianov et Olog Bogomolov ;

— le résultat le plus spectaculaire fut évidemment le véritable plébiscite en faveur de Boris Yeltsine, qui a obtenu 89,4% des voix à Moscou (candidature non pas sur la base d'une circonscription locale, mais d'un des districts de la république fédérative de Russie), soit plus de 5,1 millions de voix, et ce, après que le Comité central eût décidé d'engager une procédure disciplinaire contre lui.

Trois mythes

Trois mythes ont reçu un coup de grâce à la lumière de ce résultat électoral. Le premier, c'est que la *glasnost*, la démocratisation, n'intéresserait que les intellectuels. Il est clair que les masses laborieuses, en premier lieu la classe ouvrière, s'en sont servies comme d'une arme pour exprimer leur mécontentement.

L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* rapporte, dans son numéro du 3 avril 1989, que lors d'une manifestation en faveur de Yeltsine éclatèrent les cris de "nous voulons les têtes de la mafia des bureaucrates !". Des drapeaux rouges furent brandis, une vieille grand-mère s'est exclamée "mais c'est un peu comme en 1917, les soldats et les matelots en moins". L'hebdomadaire britannique *Sunday Times* (numéro du 2 avril 1989) affirme : "on ne peut plus mettre en opposition l'indépendance d'esprit manifestée depuis des années par de nombreux intellectuels soviétiques, avec l'apathie et le conformisme des ouvriers... Des millions de citoyens soviétiques sont devenus des acteurs sérieux sur la scène politique, pour la première fois depuis les premières années qui ont suivi la révolution".

Le deuxième mythe balayé est celui de la prétendue opposition entre les nationalités minoritaires oppositionnelles et la Russie, qui serait le bastion du conformisme et du conservatisme. Les élections à Moscou et Leningrad ont démontré qu'il n'en était rien.

Le troisième, c'est que le processus de démocratisation en cours serait strictement contrôlé, manipulé et canalisé par Gorbatchev. Il suffit d'étudier les instructions données par les membres du BP avant les élections, et les commentaires de Gorbatchev lui-même aux lendemains immédiats de celles-ci, pour s'apercevoir qu'il a été largement débordé.

Est-ce à dire que les élections constituent un échec pour Gorbatchev ? Ce serait évidemment faux. Sa position "centriste", mieux : bonapartiste, se

trouve plutôt renforcée, dans immédiat, par l'apparition d'une gauche plus radicale et plus massive, face à la droite conservatrice. A moyen terme, tout dépend de l'ampleur du mécontentement et de la mobilisation des masses, il faut donc rester prudent.

Si Sakharov est, lui aussi, finalement élu à l'Académie des sciences — cela ne se décidera que dans quelques jours — cela fera deux chefs de l'opposition qui entreront au Parlement. Pour l'URSS, c'est une première, c'est le moins que l'on puisse dire. Et quel que soit le caractère encore peu politique et

confus de la plupart des oppositionnels élus, trois lignes de force, progressistes, se dégagent de la plate-forme de beaucoup d'entre eux, notamment de Yeltsine et de Sakharov : contre les privilèges de la bureaucratie ; pour davantage d'égalité (Sakharov réclame des bons de nourriture gratuits pour les 40% les plus pauvres de la population) ; pour l'ouverture d'un débat sur la multiplication des plates-formes politiques et sur la possibilité d'un système pluripartiste. ■

3 avril 1989

Une procédure anti-démocratique

DANS son numéro 6, de février 1989, l'organe du Front populaire de Moscou, *Moskovsky Vestnik* (Gazette de Moscou), a publié la déclaration suivante sur les élections du 26 mars au Congrès des députés du peuple. Nous en publions de très larges extraits.

DOCUMENT

LA LOI anti-démocratique, brossée à la hâte, sur les élections des députés du peuple, a prédéterminé l'issue de la campagne électorale. Essentiellement, il est évident qu'il ne s'agit que d'un jeu, dans lequel les électeurs sont confinés au rôle de souris, sans recours, entre les griffes des chats de la *nomenklatura*. Cependant, prendre part à de tels jeux truqués est utile et inévitable. Cela permet une expérience politique, attire la sympathie des électeurs et expose ouvertement les machinations des autorités.

Pré-sélection

La procédure qui a été prévue pour les candidatures avancées par les organisations sociales, confirme la nature originellement anti-démocratique de la formation de cet organisme de 750 participants, au futur Congrès des députés du peuple d'Union soviétique. En effet, ces députés ne sont pas élus par le peuple, mais par un cercle étroit de dirigeants d'organisations sociales, qui ne prêtent aucune attention à l'opinion de la base de ces organisations et se contentent, en général, de proposer des fonctionnaires du parti comme candidats.

Rien n'empêche le Présidium de l'Académie des sciences d'URSS de confirmer la candidature de "ses gens". Aucune protestation des communistes de la base n'a empêché le plénum du Comité central du PCUS d'imposer ses 100 candidatures pour les 100 sièges. C'est là que s'exprime "le rôle de dirigeant" du PCUS, c'est-à-dire, transformer les élections en un spectacle sans choix véritable.

La bureaucratie à l'œuvre

La bureaucratie du Parti a fait tout son possible pour empêcher les collectifs de travailleurs et les assemblées locales d'électeurs de présenter des candidats vraiment choisis par le peuple. La pression de l'opinion publique et de la grande presse n'a eu aucun effet sur la politique des dirigeants.

L'interdiction de l'assemblée locale des électeurs du district de Liublin, à Moscou, en est un exemple clair. Et la raison est évidente. Il fallait donner le feu vert à "leur homme", le président de l'Exécutif de la ville de Moscou, V. T. Saïkine.

Les assemblées locales pré-électorales sont devenues une autre entrave à la marche de la démocratie. Le gros des délégués à ces assemblées était issu des collectifs de travailleurs, ou de fonctionnaires totalement soumis à l'appareil ; des habitants de la capitale, communistes à la retraite, qui ont été élus par les organismes du parti dans les offices de logement. Dans 26 circonscriptions territoriales, 81 personnes ont été enregistrées comme étant candidates. Parmi elles, plus de 50 étaient des directeurs généraux et des officiels de la *nomenklatura* à divers niveaux.

Il est caractéristique que cette fois-ci, les autorités ont eu peur de s'appuyer

sur leurs alliés habituels, les représentants de "l'aristocratie" ouvrière. Sur les 81 candidats, il n'y eut que 9 travailleurs.

Dans la liste finale des candidatures, on trouve très peu de personnes ayant des idées progressistes ou radicales. Il s'agit principalement de B. N. Yeltsine (région nationale-territoriale) ; V. M. Savitsky (région Lénine) ; R. A. Medvedev (région Vorochilov) ; E. A. Riazanov, I. D. Tchernitchenko (région Gagarine) ; A. N. Krutov (région Octobre) ; et S. B. Stankevitch (région Tcheremuchkin).

Le rôle du Front populaire de Moscou

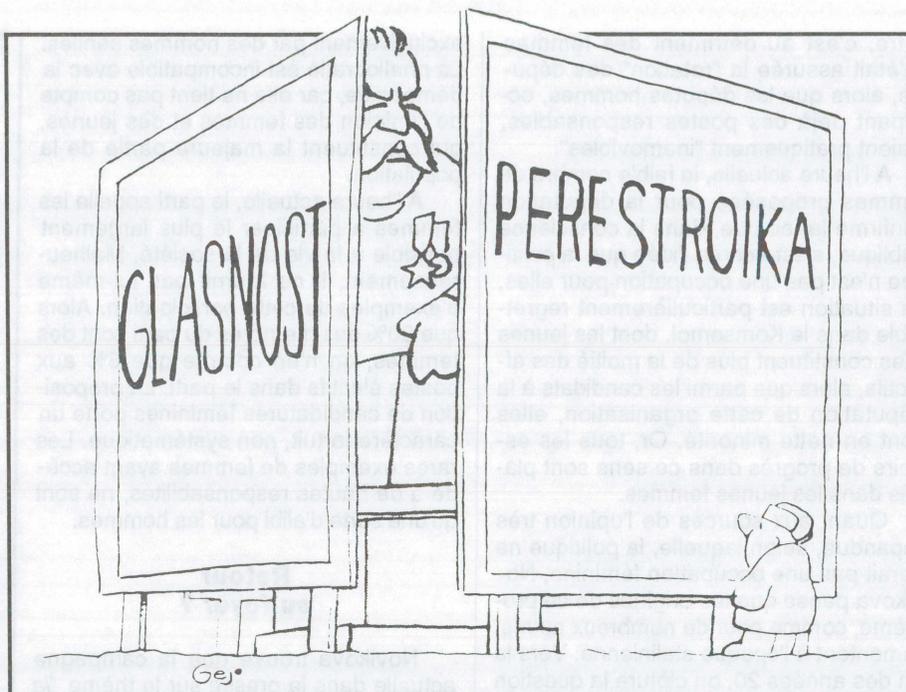
Parmi les organisations sociales indépendantes de la capitale, le rôle le plus actif fut joué par le Front populaire et le Fonds d'initiatives sociales, dont les bases programmatiques sont proches de celles du Front populaire. Le Fonds a été enregistré officiellement, il y a peu, comme société bénévole. Ni l'Union démocratique, ni le groupe Pamiat n'ont directement soutenu de candidats. Le Front populaire de Moscou a proposé quatre candidats et à l'issue de l'assemblée pré-électorale régionale, il a réussi à faire valider la candidature de S. Stankevitch (pour la région de Tcheremuchkin).

Il faut noter que même un regroupement aussi puissant que le Comité d'autogestion Brateev, qui a obtenu l'appui de près de 60 000 personnes de son district, a été incapable de faire valider son candidat par l'assemblée pré-électorale régionale.

A l'heure actuelle, la question demeure : faut-il appeler à voter ou appeler les électeurs à boycotter les élections dans les districts où il n'existe pas de candidat valable, comme par exemple dans les régions de Volgograd, Krasnoyarsk, Kuibyshev, Léninegrad, Lioublin, Proletarsk et Sverdlovsk (cette liste n'étant pas exhaustive) ? Une attitude active est probablement préférable, par exemple, barrer les noms de tous les candidats en lice sur la région. En même temps, il est essentiel de voter pour des candidats comme Yeltsine contre Brakov (le directeur de ZIL, entreprise qui fabrique les limousines des officiels soviétiques), dans la région nationale générale de Moscou.

Lors de la campagne des élections du 26 mars, il faut faire un travail d'agitation, d'utiliser les rassemblements dans la rue, les meetings, les distributions de tracts, la collecte de signatures, et d'organiser des rencontres entre les candidats et les électeurs. Le dernier jour, le 25 mars, il est essentiel d'organiser des actions d'agitation de masse dans toutes les circonscriptions électorales. En un mot, tout le monde au travail, tout le monde à l'œuvre pour les élections !

Moskovsky Vestnik
6 février 1989



"La politique, ce n'est pas pour les femmes..."

ELVIRA NOVIKOVA, est docteur en histoire, membre du Centre scientifique du Conseil central des syndicats soviétique, et occupe, depuis 1987, le poste de vice-présidente du Comité d'experts de l'ONU pour la suppression de la discrimination envers les femmes.

Ses recherches portent sur la condition de la femme soviétique, et elle est l'une des 198 femmes candidates à la députation au Congrès des députés du peuple de l'URSS, proposées par les organisations sociales (880 candidatures pour 750 mandats).

A cette occasion, *Les Nouvelles de Moscou* l'ont interrogée sur la participation des femmes dans la vie sociale.

DOCUMENT

A L'HEURE ACTUELLE, il est difficile de juger du potentiel réel des femmes soviétiques, car tout en travaillant à l'égal des hommes, elles ne bénéficient d'aucune égalité, ni dans la société, ni au travail, ni en politique, estime Elvira Novikova.

Auparavant, les femmes constituaient un tiers des députés du Soviet suprême de l'URSS (33%), alors qu'à présent, avec la nouvelle formule des élections, leur part risque de diminuer. Novikova le confirme : la situation en ce sens n'est guère idéale : 198 candidates sur les 880 candidats des organisations sociales, c'est-à-dire 22,5%. Il est fort possible que les femmes n'obtiennent

pas le tiers traditionnel des mandats dans l'organe supérieur du pouvoir. Il faut avouer, en même temps, qu'avec l'ancienne formule des élections, on ne pouvait pas non plus espérer l'accroissement de l'influence féminine sur la société.

Les femmes-députés

Les quotas pour les mandats accordés aux femmes n'avaient pour but que d'assurer une représentation proportionnelle des ouvriers et des paysans, autrement dit, les femmes-députés représentaient non pas les intérêts de l'électorat féminin, mais ceux de tel ou tel secteur de production industrielle et agricole. En outre, c'est au détriment des femmes

autre, c'est au détriment des femmes qu'était assurée la "rotation" des députés, alors que les députés hommes, occupant déjà des postes responsables, étaient pratiquement "inamovibles".

A l'heure actuelle, le faible nombre de femmes proposées pour la députation confirme le fait que, dans la conscience publique, s'est ancrée l'idée que la politique n'est pas une occupation pour elles. La situation est particulièrement regrettable dans le Komsomol, dont les jeunes filles constituent plus de la moitié des effectifs, alors que parmi les candidats à la députation de cette organisation, elles sont en nette minorité. Or, tous les espoirs de progrès dans ce sens sont placés dans les jeunes femmes.

Quant aux sources de l'opinion très répandue, selon laquelle, la politique ne serait pas une occupation féminine, Novikova pense que les origines de ce problème, comme pour de nombreux autres, remontent à l'époque stalinienne. Vers la fin des années 20, on clôtura la question féminine, tout comme la NEP, considérant que le problème était réglé. En 1932, Staline supprima au Comité central, la commission chargée des affaires féminines. Dans son socialisme de caserne, elles étaient vouées aux rôles auxiliaires, et les noms des quelques femmes célèbres des années 30 — ouvrières, paysannes et aviatrices — n'étaient qu'une exception confirmant la règle. Après la guerre, les femmes ayant œuvré pour la victoire, à l'égal des hommes, ont commencé à accéder, semble-t-il, à des postes dignes de leur intelligence, de leur courage et de leur talent, mais à la fin des années 60, elles furent entièrement évincées par l'"équipe masculine".

La phallocratie

Novikova estime que dans notre pays, les progrès dans la vie sociale ont toujours été accompagnés de l'essor du mouvement féminin. Dans les années 20, grâce à l'idée léniniste, selon laquelle la cause du socialisme ne peut être renforcée et promue qu'avec le concours des femmes, et grâce à leur conscience et leur intelligence, fut élaborée une brillante théorie du problème féminin (avec Kroupskaïa, Armand, Kollontai) et cette théorie fut confirmée dans les faits.

A l'époque du dégel Krouchtchévien, on a vu apparaître parmi ceux qui sont aux postes de décision, de nouveaux noms féminins, et notamment celui d'Ekatérina Fourtséva, la première (et pour le moment l'unique) femme ayant accédé au poste de ministre fédéral. La démocratisation en cours compte, elle aussi, des femmes parmi ses dirigeants, mais celles-ci ne participent pas autant qu'il le faudrait à la prise des décisions.

Novikova en voit la raison dans la phallocratie, trait typique du système directiviste qu'ignorent, on ne sait pas pourquoi, les chercheurs analysant le système. Durant une très longue période, notre société a été dirigée presque

exclusivement par des hommes séniles. La phallocratie est incompatible avec la démocratie, car elle ne tient pas compte de l'opinion des femmes et des jeunes, qui constituent la majeure partie de la population.

A l'heure actuelle, le parti appelle les femmes à participer le plus largement possible à la vie de la société. Malheureusement, il ne fournit pas lui-même d'exemples de cette participation. Alors que 30% des membres du parti sont des femmes, on n'en compte que 6% aux postes électifs dans le parti. La proposition de candidatures féminines porte un caractère fortuit, non systématique. Les rares exemples de femmes ayant accédé à de hautes responsabilités, ne sont qu'une sorte d'alibi pour les hommes.

Retour au foyer ?

Novikova trouve que la campagne actuelle dans la presse sur le thème "la femme doit-elle se consacrer à son foyer ?", est une nouvelle tentative de faire colmater par les femmes, les brèches de la politique sociale. A ce propos, l'afflux le plus important des femmes dans la production sociale s'est produit, non pas pendant la guerre, comme beaucoup le croient, mais dans les années 60, lorsqu'a été amorcée, pour s'enliser aussitôt, la réforme économique. La main-d'œuvre féminine a alors permis d'user de méthodes extensives de travail. Dans notre pays, on utilise toujours très largement le travail féminin non qualifié. Les femmes travaillent dans des industries insalubres, ce que la loi interdisait déjà dans les années 20. Dans les années 60, on est parvenu, grâce à la main-d'œuvre féminine, à redresser la production industrielle et à présent, on cherche à résoudre les problèmes du secteur tertiaire de la même façon.

Le programme de la candidate à la députation Elvira Novikova, contient plusieurs points dont la mise en œuvre s'impose de longue date et dont l'essentiel peut se résumer ainsi :

- assurer la priorité de la mère et de l'enfant dans la société et la renforcer sur les plans matériel et moral. C'est sur leurs intérêts que la société doit se guider en dressant ses plans et c'est alors seulement que nous commencerons à progresser vers une société authentiquement civilisée. La femme doit avoir le choix : travailler, aussi longtemps qu'elle le souhaite et comme elle le veut, ou alors, ne pas travailler du tout. Elle doit le décider en fonction de ce qu'elle considère comme le plus important : le foyer, le travail ou l'un et l'autre en même temps. ■

5 mars 1989

Les Nouvelles de Moscou
Propos recueillis par

"Vox populi, vox dei !"

LES NOUVELLES DE MOSCOU ont chargé un de leurs journalistes les plus connus, Andreï Nouïkine, d'être candidat aux élections, afin de faire un reportage sur leur déroulement. Nous publions quelques extraits de ce reportage.

Andreï NOUIKINE

JE DOIS commencer par dire que je n'ai pas réussi à accomplir cette mission, bien que j'ai amorcé, depuis longtemps, la lutte pour conquérir le cœur et l'intelligence des électeurs, et ceci, presque depuis le XXe Congrès du PCUS. (...) Au cours des élections, le peuple rejette l'un après l'autre les idoles de ces dernières années, journalistes, écrivains, préférant inconditionnellement ceux qui exercent des professions plus concrètes : secrétaires de comités du Parti de région, dirigeants économiques, travailleurs d'avant-garde.

A la réunion des électeurs de la circonscription de Krasnopresnenski-Frounzenski, avec un tiers des voix, je n'ai occupé qu'une modeste 7e place sur les 13 candidats en lice. Loin de moi l'idée de contester l'expression de la volonté du peuple. *Vox populi, vox dei!* (ce que le peuple veut, Dieu le veut). Ce reportage ne poursuit donc qu'un seul objectif, montrer comment tout s'est passé et pourquoi il n'a pu en être autrement.

Pressions "d'en-haut"

"Je crois qu'il sera intéressant pour vous d'apprendre certains des événements qui ont précédé la réunion des électeurs de l'arrondissement Frounzenski, dans le club Tchkalov, où l'on voyait votre nom figurer parmi les candidats.

Deux jours avant la réunion, le secrétaire de notre organisation de base du parti m'a téléphoné, et m'a proposé de participer à cette réunion, en expliquant que je devais voter pour le candidat avancé par le comité du parti de l'arrondissement, le camarade Sourov. Il m'a expliqué que chaque organisation de base serait représentée par cinq personnes et que je devais venir obligatoirement pour me battre contre les 'infor-

mels' qui proposaient leur propre candidat..."

Cette lettre m'a été envoyée par un de mes électeurs. De quoi témoigne-t-elle ? Du fait que les fonctionnaires des comités du parti et des comités exécutifs, qui se battent contre les informels, se sentent totalement indépendants des normes habituelles. Car formellement, ils n'ont pas le droit de tramer des intrigues secrètes contre les candidats dont la position leur déplait. (...)

Les procédés utilisés pour créer des obstacles ne brillent pas par leur finesse et leur honnêteté. En revanche, ils se distinguent par une grande diversité.

Pour qu'une réunion des électeurs sur le lieu de résidence soit compétente, il faut qu'au moins 500 personnes y assistent. Lorsque le groupe d'initiative qui soutenait mon programme, a décidé d'organiser une réunion de ce genre, le comité exécutif du Soviet de l'arrondissement Frounzenski a mis à sa disposition une salle de... 499 places ! Une menace d'échec ? Evidemment. En revanche, plusieurs centaines de personnes, venues pour voter en faveur du candidat indésirable, sont restées, pendant plusieurs heures, dans la rue, devant l'entrée, ne pouvant donc pas être considérées, officiellement, comme participant à la réunion.

"Pourquoi les Juifs vous soutiennent-ils ?"

Personne ne savait pourquoi les partisans de P. Sourov étaient présents dans la salle bien avant tous les autres. Certains d'entre eux — bien qu'ils ne vivent pas dans la circonscription — ont d'ailleurs essayé de voter en levant leurs invitations, dont la couleur était mystérieusement la même que celle des mandats. A cette même réunion, j'ai eu affaire, pour la première fois, à une équipe bien organisée de jeunes gens bruyants et impudents et de femmes d'un certain âge, que j'ai revues plus tard à toutes les étapes de l'odyssée pré-électorale. J'ai vu et revu leurs visages et j'ai entendu leurs questions, du type : "Quel est le vrai nom de vos parents ?", "Pourquoi les Juifs vous soutiennent-ils aussi activement ?"

Encore les "gamineries" de "Pamiat" ? C'est très commode, pour d'autres, de rejeter tous les péchés sur "Pamiat". Il est peut-être temps de comprendre que ceux de "Pamiat" ne répètent que ce que pensent leurs sponsors haut placés. Bref, on voit déjà se manifester ouvertement ce qui était caché, hier encore.

Nouveau subterfuge pour créer un obstacle : A l'Institut des systèmes automatisés, j'ai recueilli 42% des suffrages des délégués à la conférence. J'aurais pu en avoir plus, mais en pleine rencontre avec le collectif, une collabora-

trice de l'Institut a annoncé, à la tribune, que je n'avais accepté l'invitation des électeurs qu'après avoir touché 300 roubles. Simple comme ruse ? Simple, mais sûr ! Maintenant, je voudrais savoir où sont les 300 roubles que j'ai "reçus" ? Puisqu'on l'a annoncé officiellement, que l'on me les envoie ! Je vais les transférer sur le compte de la Commission électorale centrale, pour l'achat de fournitures de bureau.

Un autre procédé : P. Sourov, qui n'a pas recueilli suffisamment de votes dans cette circonscription, a tout de suite été inscrit sur les bulletins électoraux de la circonscription voisine. Mais moi aussi, j'ai été élu dans deux circonscriptions ! Seulement, j'ai été obligé de choisir, avant le 24 janvier, la circonscription où ma candidature serait soumise aux voix, sinon les documents sur la proposition de ma candidature par les entreprises n'auraient pas été acceptés. Lors-



que le caractère illégal de cette exigence est devenu manifeste, il était trop tard pour protester : les réunions par circonscription battaient leur plein. S'agissait-il d'un mensonge prémédité ? "Mais non", dit en souriant doucement V. Rybakov, président de la commission électorale de l'arrondissement de Krasnopresnenski, "une erreur commise par une secrétaire". (...)

Les méchantes langues affirment que généralement, lors de ces réunions, plus de la moitié des places dans la salle sont occupées par des gens spécialement choisis, instruits et ayant reçu des ordres précis : qui soutenir et qui faire échouer, quelles propositions applaudir ou rejeter avec indignation. (...)

Les groupes d'initiative d'habitants des arrondissements n'ont pas le droit d'entrer dans les entreprises où l'on procède aux "élections des électeurs". Aucun "non-initié" ne peut savoir où et com-

ment se déroulent ces réunions... si elles ont lieu ! D'ailleurs, dans les bureaux des Directions pour l'exploitation et la réparation des immeubles, où elles se réunissent, il y a eu pas mal d'énigmes : tantôt on y procédait, sans rien annoncer, en petit comité, tantôt les annonces n'indiquaient pas l'heure exacte ; ou encore, les élus ont été, sans explications, déclarés "élus incorrectement", ou bien on oubliait de leur envoyer le billet pour pouvoir assister à la réunion de circonscription... Un des prétendants, A. Pankov, s'est trouvé, à l'issue de ces jeux, sans un seul représentant de l'organisation qui l'avait élu.

La retraitée A. Nevzorova, élue à la Direction pour l'exploitation et les réparations numéro 6, a eu l'imprudence d'annoncer pour quel candidat elle allait voter. (...)

Une question intéressante : pourquoi l'assistance a-t-elle toujours été aussi calme et bienveillante envers les interventions les plus audacieuses, mais devenait dure et péremptoire dès qu'il s'agissait de questions de procédure ? D'emblée, sans discussion, à la majorité des voix, l'assistance a rejeté l'idée d'élire le présidium parmi ceux qui étaient assis dans la salle, confiant cette tâche délicate à cinq "organiseurs expérimentés", nommés d'avance par les comités exécutifs d'arrondissement. L'idée d'élire une commission des mandats a elle aussi été rejetée sans débat et tout aussi fermement. Ensuite, bien que 13 personnes seulement aient pu prendre la parole, les débats ont été clos, au premier signal.

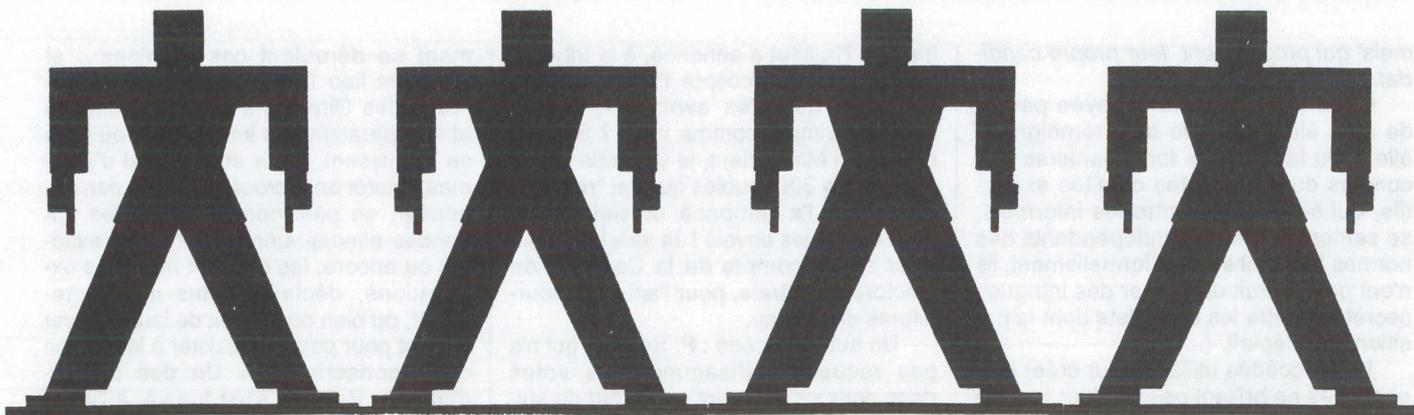
Telle loi, telles élections

"N'importe quel participant à la réunion a le droit de discuter les candidatures à la députation et de faire ses propositions les concernant", stipule l'article 38 de la Loi sur les élections. Cependant, 50 délégués qui s'étaient inscrits sur la liste des débats n'ont pas reçu la parole et par un étrange concours de circonstances, presque tous ceux qui préféraient mon programme ont été de ce nombre...

Quelles conclusions s'imposent ? Surtout n'allez pas penser que je cherche à tenter un recours contre les actes de la commission électorale de la circonscription, à mettre en doute la légalité de tout ce qui a eu lieu à la réunion. Que Dieu m'en préserve ! Peut-on se plaindre du peuple ? D'ailleurs à qui pourrais-je me plaindre ? Pour ce qui est de la légalité... Je témoigne que les élections dans l'arrondissement de Krasnopresnenski-Frounzenski de Moscou, se sont déroulées en conformité totale avec la loi. Je parle de la Loi sur les élections. Telle loi, telles élections. ■

5 mars 1989

Les Nouvelles de Moscou



YUGOSLAVIE

Le système remis en cause

LES SERBES ont joué d'une corde passionnelle, en accusant les Albanais d'une "volonté de sécession contre-révolutionnaire" et de "génocide" contre les minorités slaves du Kosovo. Mais aucune de ces accusations n'est recevable. En premier lieu, s'il y avait une réelle volonté de sécession, elle serait un droit ; mais en plus, cela n'a jamais été, jusqu'à présent, la volonté des Albanais du Kosovo. Tout simplement, parce que l'Albanie n'est pas attractive pour eux, ni sur le plan économique, ni sur le plan politique, ni même sur le plan culturel (les droits religieux y sont notamment réprimés, alors que ce n'est pas le cas en Yougoslavie). Il est cependant clair que si cette répression anti-albanaise se poursuit, cela pourrait changer, en toute légitimité.

Quant à l'utilisation du terme "génocide", il s'agit là d'un scandaleux moyen pour camoufler les raisons réelles de l'exode des familles slaves hors du Kosovo. Celles-ci fuirent le Kosovo avant tout pour des raisons socio-économiques, liées à la pauvreté de la province (40% de chômeurs, contre moins de 2% en Slovénie), mais aussi pour des raisons culturelles : "l'albanisation" effective d'une région où ils ne dominent plus. Vouloir, de force, revenir au passé serbe, signifie aujourd'hui, opprimer une nationalité qui compose 90% de la population dans ce territoire, et qui a toutes les raisons d'en revendiquer le plein contrôle.

Marché et bureaucratie

La Yougoslavie a cumulé les maux du marché (creusant l'inégalité entre régions) et ceux de la bureaucratie (gaspillant les ressources redistribuées). Dès lors, chaque nationalité, riche ou pauvre, s'est sentie "exploitée" et brimée par les autres. La montée du nationalisme chauvin a été stimulée, en outre, par le tournant répressif des années 70, qui a

LA PROVINCE "autonome" du Kosovo a donc "ratifié" le changement constitutionnel qui re-centralise la Serbie (1). La purge dans l'appareil provincial, de tous ceux qui étaient suspects d'être "trop Albanais", des dizaines de morts, la présence des tanks, et le couvre-feu ont seuls permis un tel vote. En acceptant la re-centralisation serbe sur le dos des Albanais du Kosovo et celui des habitants de la Voïvodine, l'appareil fédéral espère limiter les exigences serbes sur le plan de la république. Mais derrière le drame du Kosovo, c'est l'ensemble du système yougoslave qui est en jeu (voir *Inprecor* numéro 283, du 6 mars 1989).

Catherine VERLA

non seulement mis fin au mouvement nationaliste croate, mais également à la montée des mouvements internationalistes hostiles à la réforme marchande, et soutenant les revendications ouvrières contre celle-ci. A partir de là, c'est la possibilité d'une alternative démocratique et socialiste au régime qui a été brisée, transformant profondément la Ligue des communistes, et l'appareil d'Etat. Mais Tito avait combiné cette répression avec l'octroi de droits nationaux accrus, ce que les Serbes ressentent comme injuste, mais qu'en revanche soutiennent (avec les Albanais du Kosovo) les Croates et les Slovènes.

La honteuse "victoire" du dirigeant serbe Milosevic va mettre le pouvoir serbe devant son impasse, et la Fédération yougoslave devant ses choix. La triste jubilation de la population serbe, fêtant la sanglante re-centralisation de la république, tournera court lorsque le roi Milosevic apparaîtra dans sa nudité. Quel programme, quelles solutions proposera-t-il, en effet, au-delà du racisme anti-

albanais et d'un verbiage populiste, sinon les impasses libérales marchandes ? L'union sacrée qui s'est nouée derrière lui est profondément hétérogène et éclatera sans doute aux premières épreuves, dès lors que la cible Albanaise ne sera plus là pour souder les rangs. Du néo-stalinisme, à l'anti-communisme primitif des courants nationalistes pro-royalistes grand-Serbes, en passant par un populisme qui rallie la lutte contre la bureaucratie (... des autres républiques), il y a là, derrière Milosevic, une convergence bien fragile.

Engrenage fatal

Quant à l'appareil fédéral, il a mis le doigt dans un engrenage qui se retourne contre ses objectifs : éviter l'éclatement par la montée du nationalisme serbe. Les forces de la police fédérale qui ont fait couler le sang au Kosovo ne vont pas atténuer les exigences réactionnaires serbes, mais les stimuler.

Or toute "solution" répressive, face au véritable danger d'explosion, risque de déboucher sur une guerre civile qui dépassera les frontières du Kosovo où elle a commencé. Seule une démocratisation radicale de la Yougoslavie, mettant toutes ses nationalités sur un pied d'égalité et respectant leurs différences, peut, aujourd'hui, éviter l'éclatement... ou bien un coup d'Etat militaire qui imposerait, contre toutes les nationalités, "l'arbitrage" de la seule institution "yougoslave" : l'armée. ■

2 avril 1989

1) Les Albanais sont majoritaires à 90% dans la province autonome du Kosovo, le reste de la population étant serbe et monténégrine. La Constitution de 1974, de Tito, principal dirigeant de la révolution yougoslave de 1941-45, garantissait l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine au sein de la république de Serbie, le seul des Etats de la Yougoslavie à ne pas avoir le contrôle absolu sur l'ensemble de son territoire.

EN DEPIT de la misère sociale du Kosovo, les revendications des mineurs portaient uniquement sur des problèmes politiques : l'opposition à la stratégie serbe, tendant à changer la Yougoslavie en grande Serbie, et la mise en pratique de cette stratégie par l'extension de ses prérogatives sur les provinces autonomes de Voïvodine et du Kosovo.

Les mineurs ont exigé la démission de Rahman Morina, ex-chef de la police et actuel chef de la Ligue communiste du Kosovo, et de deux autres dirigeants, Azemi et Shukrija. Selon l'enquête menée par l'hebdomadaire slovène *Mladina*, ces trois dirigeants n'ont le soutien que de 0,1% du peuple albanais. Favorables à la politique serbe, ils avaient remplacé trois dirigeants albanais qui jouissaient au moins d'une confiance minimale du peuple. Les manifestants ont exigé leur réhabilitation et formulé les revendications suivantes :

Les revendications des mineurs

— les médias yougoslaves doivent cesser de discréditer le peuple albanais, en répandant des histoires inventées sur le "génocide du peuple serbe" ou les "viols politiques" (l'enquête menée par *Mladina* auprès des habitants du Kosovo, a montré que seulement 7,5% des Albanais, contre 60,2% des Serbes et Monténégrins, croient que les Albanais violent des femmes serbes pour des raisons politiques).

— les dirigeants du parti communiste doivent accepter et affirmer le fait que les manifestations albanaises ne sont pas une contre-révolution organisée par des séparatistes, mais une réaction normale à l'oppression serbe qui dure depuis huit ans. La démocratie n'est pas la même pour tout le monde : les meetings serbes, qui s'étaient déroulés toute l'année, sont passés pour le summum de la démocratie, tandis que la légitime expression de la volonté du peuple albanais est appelée "*excès d'individus séparatistes*".

— il faut revenir sur les changements dans la Constitution, qui permettent d'enlever aux Albanais leur drapeau, leurs symboles et leur langue, diminuant ainsi leur autonomie dans le cadre de la Serbie. Car dès maintenant, selon l'article 47 de la Constitution serbe, l'Assemblée du Kosovo n'a que le droit d'exprimer son accord avec les décisions prises par l'Assemblée serbe.

Les manifestants ont exigé des entretiens avec les dirigeants serbes, surtout avec Slobodan Milosevic, mais l'Etat a une fois de plus dévoilé son cynisme : à la place des dirigeants serbes concernés, et directement responsables de la situation, ce sont les fonctionnaires d'Etat qui sont venus négocier avec les mineurs, et leur ont dit : "*voilà, com-*

La lutte des mineurs du Kosovo

LA GREVE a commencé le 20 février, dans la mine de Trepca. 1 200 mineurs ont juré de ne pas quitter les galeries à 800 mètres sous terre, jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.

Nina JERKIC

me vous l'aviez voulu, le Parti communiste s'est séparé du pouvoir".

Le 20 février, les étudiants de l'Université de Pristina se sont enfermés dans le gymnase, et se sont mis en grève, par solidarité avec les mineurs. Les commerçants et artisans ont fermé leurs boutiques. La vie économique a été paralysée, et la grève est devenue générale. Le pouvoir a répondu en décrétant l'état d'urgence. Pourtant, selon la Constitution yougoslave, le Président n'a aucune autorité pour le proclamer. Ses seuls pouvoirs concernent l'état de guerre, en raison d'une menace extérieure. L'interdiction des rassemblements publics est également anticonstitutionnelle, puisque la Constitution ne l'autorise qu'en temps de guerre.

La situation ressemble à une farce, puisque les manifestants ne veulent pas détruire l'état constitutionnel, mais le préserver tel quel. Toute manifestation publique a été interdite, des manœuvres militaires ont été prévues au Kosovo, les réservistes albanais appelés sous les drapeaux. Les ouvriers peuvent désormais être licenciés sans explication, au moindre soupçon d'activité "contre-révolutionnaire". Les grévistes peuvent être réquisitionnés par la force, tout comme des réservistes militaires. Pristina, la capitale, est survolée sans cesse par des avions et hélicoptères militaires. Des chars d'assaut avancent vers Trepca, Pristina et autres grandes villes. Les renforts militaires et des unités anti-émeutes viennent de Sumadija (Serbie).

Les dirigeants du Kosovo et de la Serbie avaient accusé les grévistes d'être manipulés par des nationalistes séparatistes albanais. Mais toute la Yougoslavie a pu voir, pour la première fois, la vraie face de la "*contre-révolution qui menace le système social du pays*" : des mineurs déçus, épuisés et malades, risquant la seule chose qui leur reste : leur vie.

Lors d'une interview à la sortie de la mine, un mineur anonyme a déclaré : "*j'étais dans le puits cinq jour de suite. Le sixième jour je suis sorti pour prendre un peu d'air, mais je suis aussitôt revenu. Pendant les huit jours de grève, seuls 30 mineurs sont sortis, mais tous sont très vite revenus. 1 200 mineurs n'ont pas quitté la mine. La majorité n'a presque rien mangé. Nos deux directeurs ont tout fait pour nous faire sortir de la mine, disant que nous allions ruiner notre santé. Le vendredi 24 février, des centaines de mineurs avaient besoin d'assistance médicale en raison de troubles respiratoires et oculaires; beaucoup ne seront plus aptes au travail dans la mine. Des dispensaires de fortune étaient aménagés dans les galeries. Nous avons imposé une seule condition pour sortir de la mine, c'était la démission de Morina, Azemi et Shukrija. Lorsqu'on nous a affirmé que ces trois dirigeants avaient démissionné, nous avons décidé de sortir, à condition que personne ne soit arrêté. Après la sortie, tout le monde était fatigué ; c'est pourquoi, nous avons fixé la date du 1er mars pour parler également de nos autres revendications. Nous sommes venus lundi, mais la cour devant la mine était pleine de policiers. On nous a dit de rentrer à la maison et d'attendre".*

Arrestations

Le 2 mars, la police a arrêté Azem Vlasi (l'ancien dirigeant du Kosovo, qui avait dû céder la place à Morina), et quelques directeurs. Ils ont été accusés d'avoir organisé des manifestations contre-révolutionnaires et ils risquent plusieurs années de prison. L'activité séparatiste de Vlasi a été "attestée" par sa visite à la mine. Les arrestations se sont succédé et le Kosovo est saisi par la peur. Par la suite d'un afflux énorme de demandeurs d'asile politique albanais, le ministre des Affaires étrangères allemand, Hans-Dietrich Genscher, a annoncé la prochaine instauration d'un visa pour les ressortissants yougoslaves. Son homologue yougoslave, Budimir Loncar, lui a répliqué que la Yougoslavie était capable de régler toute seule ce problème des réfugiés. Ce cynisme étatique annonce certainement une mesure précise : la majorité des Albanais sera privée de passeport.

Morina, Azemi et Shukrija ont démissionné, mais le problème du Kosovo reste entier. Les gouvernements des autres républiques sont intimidés par la politique de Milosevic. En Slovénie, toutes les organisations, sociétés et entreprises ont pris parti contre l'instauration de l'état d'urgence ; pourtant, à Belgrade, les délégués slovènes se sont distancés de l'opinion publique et ont adopté la décision serbe. ■

26 mars 1989

Un bilan positif



Luiza ERUNDINA, maire PT de São Paulo (DR)

LE PARTI DES TRAVAILLEURS (PT) a remporté un grand succès lors des élections municipales de novembre dernier (voir *Inprecor* numéro 280, du 23 janvier 1989). Il est notamment confronté à la difficile tâche de gérer 14 mairies de l'Etat de São Paulo, dont celle de la capitale, São Paulo, une ville de 10 millions d'habitants. Les six premières semaines du PT à la tête de la municipalité de São Paulo peuvent être décrites, en utilisant une analogie militaire, comme une situation d'occupation d'un territoire conquis, de sa défense contre les opérations de harcèlement et de guérilla d'un ennemi qui recule toujours. La position adoptée par la nouvelle administration fut en rapport avec cette situation : reconnaissance du nouveau terrain, renforcement des positions clefs qui permettent le contrôle du territoire, refus d'un quelconque affrontement majeur qui puisse être évité. Une attitude dictée par la prudence.

José CORREA

LA PREMIERE période de l'administration de São Paulo par le PT est en voie de dépassement. Celle durant laquelle la bourgeoisie et la grande presse étaient dans l'attente d'événements qu'elles puissent exploiter pour provoquer une usure rapide de l'équipe municipale du PT (paralyse des services essentiels ou grève des fonctionnaires par exemple). En l'absence de tels épisodes, elles se

tournèrent vers d'autres thèmes, comme celui des vendeurs ambulants ou d'un prétendu népotisme, représenté par l'attribution de contrats à des parents de personnalités de l'administration. Sans compter le pressant problème de l'habitat, insoluble dans le contexte actuel, et qui se pose avec acuité au travers des occupations de logements.

Cela permet déjà de tirer une leçon durable pour notre parti : les membres de l'administration et du PT vont continuer à être harcelés par la grande presse qui va profiter de chaque occasion pour les discrediter aux yeux de l'opinion publique.

Aussi, devons-nous avoir une politique très responsable dans nos relations avec la grande presse et ne pas faire d'elle un lieu de propagation des différentes positions politiques existant dans le parti. Nous devons rapidement établir les moyens de communication nécessaires pour socialiser les informations et unifier la compréhension politique des militants du parti, pour transmettre, sans déformations, notre vision de ce qui se passe.

Un contrôle réel

La prudence observée durant cette première période fut conditionnée également par le manque absolu de ressources de la municipalité, en raison de l'importante dilapidation des fonds par l'administration précédente de Jânio Quadros.

Cette situation nous a forcés à passer des accords, dans un rapport de forces défavorable, avec les entreprises privées de transports (bus) et de ramassage d'ordures, ce qui, dans certains cas, impliqua un certain coût politique (comme avec l'augmentation du tarif des

bus). La constitution d'un minimum de réserves financières et l'organisation de l'appui populaire aux mesures qui s'opposent à des secteurs du capital, doivent rapidement nous amener à une situation plus favorable pour aborder ce type de problèmes. Mais, dans l'immédiat, s'affirme déjà la nécessité de restructurer des aspects de certains services publics, en définissant une approche différente des problèmes (comme, par exemple, l'adoption d'un tarif social dans les transports urbains).

Finalement, il est nécessaire que l'administration du PT puisse acquérir un contrôle réel sur les principaux centres de décision et d'exécution de la machine administrative, et commence à définir un nouveau système de fonctionnement administratif. La prudence était l'unique attitude possible, étant donné surtout l'inexpérience du PT dans la gestion d'un exécutif municipal. C'est donc dans cette optique que furent prises également une série de mesures importantes, bien que non relevées par la grande presse (réintégration des fonctionnaires démis par Quadros, début d'application d'une politique de démocratisation et de participation populaire).

Enormes possibilités

Nous commençons à avoir une perception bien plus concrète des possibilités qui s'offrent pour élargir la base sociale du PT. Nous sommes en mesure de nous mettre en rapport avec des secteurs de la population avec lesquels le parti n'avait, jusque là, quasiment pas de contacts politiques.

Ainsi, les secteurs dont l'activité est directement réglementée par la municipalité, étaient jusqu'à aujourd'hui, la base de soutien du clientélisme de la droite. Nous avons donc dû dépenser beaucoup d'énergie pour les marchands ambulants, les taxis et les membres des écoles de Samba. Et il peut en être de même, demain, avec les forains ou les petits commerçants.

Le problème des personnes sans logement n'a pas de solution dans le cadre municipal, mais nous devons donner une perspective très claire aux centaines de milliers de familles qui sont confrontées à cette question. Cela nous contraint à démontrer concrètement que nous allons satisfaire leurs aspirations, dans la mesure du possible, et à diriger leurs luttes contre les véritables responsables du manque de logements.

Nous sommes en mesure de mieux prendre la dimension de ce que signifie diriger une parcelle de l'appareil d'Etat, machine qui fut constituée pour reproduire la domination de la classe bourgeoise et la logique de l'accumulation du capital. Pour être efficace, la pression de la bourgeoisie n'a pas besoin de s'exprimer nécessairement par un boycott ou une confrontation ouverte. Elle tend à se manifester en ce moment par la manipulation de la structure actuelle et précaire des services à la population travail-

leuse, et par la défense de critères de rentabilité capitaliste dans la prestation de ces services.

Lorsque nous augmentons les tarifs des bus, pas seulement pour éviter un affrontement avec les propriétaires de bus, mais aussi pour éviter d'augmenter le déficit de la Compagnie municipale des transports en commun, nous appliquons la même politique anti-populaire que la bourgeoisie, nous sommes prisonniers de la logique de reproduction des capitaux, en ce qui concerne l'espace de l'administration municipale.

La rupture avec cette logique est seulement possible dans le cadre d'une politique d'ensemble affectant toutes les dimensions de l'administration et de ses rapports avec la population. Elle peut s'effectuer par l'inversion des priorités, mais aussi la renégociation des dettes, une pression sur les créanciers et la recherche de nouvelles sources de revenus, mais aussi par une intense mobilisation et participation populaire, avec une machine administrative différente de celle que nous avons.

Le résultat serait une forte tension sociale et une lutte politique aiguë, une intense mobilisation populaire prise en charge par l'administration municipale du PT, contre les gouvernements de l'Etat et de la Fédération. C'est l'unique voie possible pour ne pas frustrer les espoirs de changement de ceux qui nous ont appuyés dans le processus électoral.

Passer à l'offensive

Appliquer le programme du PT dans l'administration, exige que nous inversions la logique actuelle de l'organisation et du fonctionnement des municipalités. Les problèmes sont nombreux, et tout d'abord le PT n'a pas réussi, pour le moment, à formuler une politique d'administration municipale : nous avons élaboré des politiques sectorielles, des propositions pour l'éducation, la santé, les transports... mais non pas une conception d'ensemble, qui articule tous ces aspects et les intègre à d'autres éléments, comme la réforme administrative, la participation populaire, la communication sociale.

Il est indispensable que nous sortions de l'actuelle position défensive et que nous passions à l'offensive. Mais cela nécessite quelques pré-conditions :

— l'établissement de mesures concrètes, compatibles et articulées entre elles, que nous allons effectivement tenter d'appliquer, en les accompagnant de la définition d'étapes, de délais, de ressources nécessaires à leur mise en œuvre ;

— un contrôle effectif de la machine administrative, avec une unité de direction, de manière à la restructurer, à réorienter son fonctionnement en fonction des intérêts des travailleurs. Ce qui implique une réforme administrative qui devra être réalisée beaucoup plus rapidement que ce qui était envisagé à premiè-

re vue, en particulier en matière de décentralisation, de démocratisation, de mise en place de canaux de participation populaire, et d'autres formes de gestion publique, des problèmes de personnel ;

— la constitution d'une base d'appui politique et sociale de masse organisée, pour épauler ces initiatives, ce qui renvoie d'un côté, à la participation de la direction municipale à la lutte politique générale des travailleurs, et à l'affronte-

ment avec le gouvernement central, et de l'autre, au processus de formation des conseils populaires ;

— et finalement, la mise en place d'une relation adéquate du parti avec l'administration municipale, de collaboration dans la prise en compte des différents problèmes qui surgissent. ■

Em Tempo
Février 1989

Conseils populaires et lutte pour le socialisme

UN DEBAT IMPORTANT traverse les rangs du PT au sujet de la création de Conseils populaires.

Le mensuel de la tendance Démocratie socialiste du PT, Em Tempo, analyse le rôle des Conseils populaires comme éléments de contrôle de la population sur l'action municipale du PT et embryons d'un pouvoir populaire répondant à une autre logique de classe. La discussion sur ce point se poursuivra dans les mois qui viennent. Un séminaire municipal sur le thème des Conseils populaires doit avoir lieu le 23 avril, et une rencontre municipale aura lieu au mois de mai.

EM TEMPO

LA PRINCIPALE question de portée stratégique posée par la nouvelle situation suite à la victoire électorale du Parti des travailleurs (PT) est celle de la formation des Conseils populaires.

Le mouvement populaire urbain doit devenir, du fait des caractéristiques de notre société, un des secteurs fondamentaux d'organisation du camp des forces populaires au Brésil, à côté du mouvement syndical et du mouvement des travailleurs ruraux. Une part importante de la population des villes n'est pas intégrée au marché formel du travail et ne peut être entraînée dans la lutte politique qu'à partir de mobilisations pour de meilleures conditions de vie et sur la base de son organisation dans les quartiers où elle vit, dans les grandes agglomérations urbaines.

Dans la dernière décennie, le PT, la Centrale unifiée des travailleurs (CUT) et d'importants mouvements de masse dans les campagnes se sont formés au Brésil. Par contre, le mouvement popu-

laire urbain des grandes villes n'a pas progressé ; et il a même, dans beaucoup de cas, reculé au niveau où il se trouvait à la fin des années 70. Fragmenté, sectorialisé, régionalisé, dépolitisé, il est un des plus importants terrains d'appui des partis bourgeois. Un progrès significatif de l'organisation indépendante de la population urbaine pauvre sous la direction du PT serait décisif pour établir, au bénéfice des travailleurs, un nouveau rapport de forces social qualitativement supérieur à celui qui existe actuellement.

La démonstration est plus claire si on prend l'exemple de la situation à São Paulo.

Les pratiques de la droite

Nous nous trouvons devant une confrontation globale avec toute la structure d'organisation de la droite dans l'espace urbain, avec les pratiques clientélistes de ses partis, les clans qui vivent à l'ombre de l'appareil d'Etat municipal et de la corruption qui y sévit (tout le schéma du clientélisme lié au gouvernement de l'Etat, au gouvernement fédéral, à l'appareil policier et militaire survit, quant à lui, intact).

Après la victoire de Luiza Erundina, élue maire de São Paulo, l'élection de Eduardo Suplicy à la présidence du Conseil municipal et le début du combat pour en réformer la structure représentent un coup important porté contre un noëud crucial des rapports entre la bourgeoisie





On discute aujourd'hui de ce que doit être le grand apport de l'administration PT à la municipalité de São Paulo. Mais il doit être défini avec précision. Il peut avoir le caractère d'une participation aux instances ou canaux de l'administration, aux conseils ou commissions visant à démocratiser la gestion de l'appareil d'Etat, à socialiser l'information, permettant un plus grand contrôle et une collaboration entre les fonctionnaires et la population sur les services de leur ressort. Cette participation institutionnalisée ne garantit pourtant pas l'autonomie de ceux qui, en son sein, s'impliquent contre l'Etat.

Dans la ville de São Paulo nous avons une expérience assez négative du gouvernement Covas qui coopta et intégra dans son administration,

et sa base de masse urbaine (l'autre étant la municipalité elle-même). Mais les ramifications de cette structure sont toujours intactes, son réseau capillaire s'étend à tous les quartiers, aux associations de résidents, aux associations culturelles et sportives, etc. Les administrateurs régionaux sont obligés de travailler avec cette réalité.

Destructurer au maximum ce réseau d'organisation et de relations économiques et politiques qui reproduisent la domination bourgeoise dans les quartiers populaires, détacher la base de masse de ses chefs électoraux et des représentants des directions conservatrices et les réorganiser sous une autre hégémonie, sur des bases de classe, tel est l'enjeu difficile mais absolument décisif auquel nous devons maintenant nous mesurer à travers la formation des Conseils populaires. Leur constitution impliquera certainement une réorganisation d'ensemble des relations politiques quotidiennes avec la population urbaine et peut représenter le déplacement d'importants secteurs de masse vers le camp populaire, vers la sphère d'organisation indépendante des travailleurs sous la direction du PT.

L'activité populaire

Le succès enregistré par le PT dans la sphère institutionnelle avec les résultats électoraux (conquête de mandats) est très significatif. Mais il comporte le risque de faire de cette activité institutionnelle le centre de gravité de l'activité du Parti. Or, ce succès doit se trouver en correspondance avec l'organisation indépendante des travailleurs, l'activité autonome des masses, l'auto-organisation populaire.

Pour trouver ce nouvel équilibre l'intervention du parti doit se déplacer en direction de l'activité populaire autonome et cela également pour une considération d'ordre stratégique. La lutte des tra-

vailleurs pour le pouvoir au Brésil semble suivre un chemin qui combinera deux aspects qualitativement distincts bien qu'interdépendants.

D'un côté, il y a la conquête de positions à l'intérieur des institutions en vigueur, au travers de mandats tant parlementaires qu'exécutifs (à différents niveaux de gouvernement, du municipal au fédéral), le contrôle de parcelles limitées de l'appareil d'Etat bourgeois. Nous savons que conquérir les gouvernements ce n'est pas conquérir le pouvoir, même au plan fédéral, mais cela peut placer les travailleurs dans de meilleures conditions pour engager ce combat.

Le terrain institutionnel

D'un autre côté, nous avons la constitution de formes de pouvoir populaire, d'organisations de masse, combattives et unitaires des travailleurs et de tous les opprimés, basées sur la démocratie directe, sur les lieux de travail, d'habitation, ou à la campagne. Ces organisations créées, à l'origine, comme des instruments de lutte pour des revendications immédiates peuvent, dans la mesure où la lutte sociale et politique s'aiguise, développer leur caractère d'organes de pouvoir ; caractère qui ne se manifestera pleinement que dans une autre situation politique et un autre rapport de forces (créant, alors, une dualité de pouvoir avec les institutions de domination de classe de la bourgeoisie).

Avancer seulement sur le terrain institutionnel signifierait ne pas préparer les travailleurs à la situation, décisive pour ceux qui luttent pour le socialisme, de lutte pour le pouvoir. La meilleure façon de créer les conditions pour relever ce défi est d'impulser dès maintenant l'organisation indépendante des masses, la plus large et la plus avancée possible à chaque étape.

La participation populaire a toujours été un des axes du programme du PT.

au travers de différents types de conseils, une grande partie du mouvement populaire, lui ôtant même les possibilités de résister ensuite aux initiatives du gouvernement Quadros.

Cette participation ne prend une signification durable dans une perspective socialiste que si elle s'articule à une autre forme de participation politique du peuple travailleur, dans les organisations de masse et de lutte indépendantes, comme expression de l'auto-organisation populaire. C'est ainsi seulement que le progrès dans la mobilisation pourra s'exprimer avec toute son énergie et son authenticité, jetant les bases d'une nouvelle légitimité institutionnelle, d'une démocratie socialiste.

La formation et le développement de Conseils populaires autonomes comme axes de la participation populaire dans les villes sous administration du PT sont les meilleures garanties pour que sa présence dans les différents canaux institutionnels ne prenne pas la signification d'une domestication et d'une intégration des mouvements populaires.

Une nouvelle logique

Cette vision rompt avec la logique du populisme, qui transforme l'Etat en animateur de la participation populaire sous le contrôle de ses institutions ; avec celle de la social-démocratie qui cherche à transformer l'Etat, avec l'appui populaire, en un instrument privilégié de réformes sociales et politiques dans le cadre du capitalisme ; avec des conceptions bureaucratiques qui conçoivent essentiellement l'action du mouvement autonome des travailleurs et leur auto-organisation comme une dimension secondaire qui doit être contrôlée par l'avant-garde du parti. ■

Février 1989

Résolution sur les Conseils populaires

LE PT a entrepris, dans la ville de São Paulo, l'élaboration d'une politique visant à commencer à former des Conseils populaires. La résolution publiée ci-dessous a été approuvée, au consensus, par le Conseil municipal, au cours d'une réunion de délégués.

DOCUMENT

1 — La question des Conseils populaires a pris une grande actualité avec la victoire du PT à São Paulo. Les discussions et initiatives sur cette question se sont multipliées, exigeant une orientation minimum du parti qui permette aussi bien l'intervention unifiée des militants que l'organisation et l'approfondissement de la discussion. C'est l'objectif de cette résolution.

2 — L'élaboration déjà entreprise par le parti, et intégrée au "Programme de gouvernement" du PT, part de la distinction entre des formes d'organisation autonomes, indépendantes de l'Etat et de la machine administrative (qui constituent ce que nous appelons normalement le "mouvement" ou la "société civile") dans le cadre desquelles se situe la question des Conseils populaires, et l'organisation de canaux institutionnels de participation populaire à l'administration (comme c'est le cas des Conseils sur la santé, les transports, des Commissions de fonctionnaires ou des autres mécanismes de démocratisation des structures de l'Etat dans la municipalité).

Le rôle actif du PT

3 — Les Conseils populaires sont donc des organes indépendants de l'Etat. Ils ne sont pas créés par les secrétariats, les administrations régionales ou quelque autre organe de l'administration. Pour pouvoir être des structures qui élargissent l'organisation du peuple travailleur afin qu'il puisse engager ses luttes, ils doivent être unitaires (y participent tous ceux qui sont directement concernés, indépendamment de leur parti, de leur religion, etc.) et avoir un fonctionnement démocratique (basé sur la participation directe des person-

nes engagées et respectant le pluralisme d'opinion en leur sein). Cela signifie qu'ils seront un espace de discussion, d'organisation et de lutte politique, que le parti a la tâche prioritaire de promouvoir et dans lequel nous chercherons à conquérir et à maintenir notre hégémonie en nous confrontant à d'autres positions politiques existant dans la société.

4 — Affirmer qu'il ne revient pas à l'administration de créer les Conseils populaires cela ne signifie pas que son action ne sera pas nécessaire pour les développer, et que l'administration du PT n'aura pas un rôle actif dans ce processus. Un élément important pour stimuler la formation de Conseils, disposant d'un poids politique et social, est de considérer que l'administration municipale du PT a reçu un mandat populaire et doit introduire, sans préjuger d'autres formes, un



mécanisme lui permettant de rendre compte de son activité à la population organisée dans les Conseils. En outre, ces Conseils doivent être, pour la population, un canal de discussion (et de prise de position) sur les problèmes posés par l'administration du PT et celle-ci doit reconnaître en eux un instrument supérieur de prise en compte des demandes populaires, qui sans cela continueraient à s'adresser à l'administration, et stimuler des organismes et des mouvements qui les prennent en charge.

5 — Les Conseils populaires ne peuvent être créés par décrets uniquement sur la base de la volonté politique des directions des mouvements. Leur formation est conditionnée par l'accumulation

d'expériences de participation politique des travailleurs, par le niveau de conscience et principalement par le degré réel de mobilisation existant. Cependant, leur développement est fondamental pour que l'administration municipale du PT dispose du soutien populaire organisé, nécessaire à la mise en œuvre de son programme.

Des secteurs multiples

6 — Les Conseils populaires doivent comprendre et unifier dans l'action les directions et les secteurs mobilisés de la population qui participent aujourd'hui aux amicales de quartiers, aux associations combattives de locataires, aux communautés de base de l'Eglise, aux organismes associatifs du camp démocratique et populaire (du type des sections syndicales, des régionales de la CUT, des comités d'usine, des associations sportives et culturelles, etc.), les secteurs des couches moyennes qui respectent la démocratie interne et en priorité les mouvements existants. On doit aussi chercher, comme base des luttes qui s'engagent, l'élargissement maximum du niveau de participation populaire, l'entrée dans l'action politique de nouveaux secteurs, l'intégration des secteurs non organisés et la structuration de l'organisation populaire la plus profonde possible dans chaque quartier.

7 — Les Conseils populaires sont des formes de pouvoir basées sur la démocratie directe, visant à l'organisation populaire pour la conduite des luttes à différents niveaux (municipal, étatique ou national) et une forme de représentation politique de la population organisée. Ils peuvent et doivent s'acquitter de plusieurs fonctions :

a — soutien aux luttes concrètes qui s'engagent aujourd'hui (par exemple, sur les problèmes d'habitation, de transport, de santé, etc.) et unification de ces luttes populaires ;

b — constitution de nouvelles références politiques en dehors des schémas traditionnels et extérieures aux institutions actuelles ;

c — contrôle des actions de l'administration ;

d — collaboration et pression sur l'administration populaire (ou pression/confrontation avec l'administration lorsqu'elle est dirigée par des forces conservatrices) ;

e — participation aux décisions de l'administration populaire à un niveau qui doit être établi, en garantissant leur complète indépendance et en maintenant leur caractère distinct de la municipalité.

Naturellement, l'exercice de ces diverses fonctions et leur niveau de mise en œuvre dépendront de l'étape de développement des Conseils populaires, de leur représentativité et de la situation politique plus générale (du degré d'auto-organisation des travailleurs et de la démocratisation de la société). Le degré de

structuration des Conseils doit être apprécié dans ce cadre concret.

Les Conseils populaires adoptent des positions sur les différents thèmes et sont donc délibératifs. Un autre problème est de savoir si l'administration municipale du PT doit respecter les délibérations. Cela dépend de toute une série de facteurs : la représentativité de ces Conseils, les thèmes traités, la cohérence des délibérations avec les propositions du programme de gouvernement du PT, etc.

8 — Par où commencer ? Les assemblées populaires que nous avons réalisées en décembre peuvent être une référence importante pour aborder ce problème. Nous pouvons les convoquer à l'initiative du parti, avec l'objectif de discuter une liste commune de thèmes d'intérêt décisif pour la population travailleuse (ce qui ne résoud pas le problème des importantes inégalités de mobilisation et de représentativité des mouvements organisés, qui se sont exprimées à cette occasion et dont nous devons tenir compte).

Compte-rendu du mandat

Ces réunions peuvent même voir leur poids politique renforcé par la présence de représentants de l'administration, des coordinations pourront être formées, larges et représentatives (il est recommandé de limiter la présence des camarades du PT assumant des charges de premier plan dans l'administration), pour accompagner les luttes et permettre d'approfondir le débat dans les Conseils eux-mêmes. Une pratique de compte-rendu périodique du mandat municipal peut y être développée, de manière à ce que les assemblées populaires s'affirment comme de légitimes forums d'organisation populaire, d'authentiques Conseils populaires.

Une démultiplication de ce processus est déconseillé. Nous pouvons réaliser ces réunions (que nous pouvons considérer comme des embryons des futurs Conseils) en plus grand nombre que les assemblées populaires comme celle de décembre, si cela n'entraîne pas une perte de densité politique et si cela représente un élargissement important en termes de participation.

La tenue de ces assemblées implique une étroite relation avec les administrations régionales, mais la définition de la sphère territoriale de responsabilité de chaque Conseil doit faire l'objet d'une discussion plus approfondie, tant dans le parti qu'avec les camarades du PT ayant des responsabilités dans l'administration municipale (...).

Em Tempo
10 février 1989

VENEZUELA

Le "modèle social-démocrate"

"PENDANT LONGTEMPS les sandinistes ont été durs, dogmatiques, totalitaires. (...) Leur économie est en ruine. La solution démocratique est la seule issue", c'est ainsi que pérorait, au mois de novembre dernier, Carlos Andrés Pérez, "CAP", alors simple candidat de l'Action démocratique (AD) (nationaliste populiste, membre de la IIe Internationale), à la présidence de la République du Venezuela. Le 4 décembre, il était élu avec 54% des voix, contre 43,7% pour son rival chrétien-démocrate Fernandez et 2,7% pour le candidat du Mouvement vers le socialisme (MAS), Petkoff. Au mois de février, 25 jours seulement après sa prise de fonction, Pérez, surnommé la "grande espérance de l'Amérique latine", faisait massacrer plus de 500 personnes, qui s'étaient révoltées contre sa politique d'austérité. "CAP" avait sans doute hérité cette façon particulière de "rétablir l'ordre" de son prédécesseur, Lusinchi, membre du même parti, dont la police politique (Disip) et l'armée, avaient massacré, en novembre 1988, 14 pêcheurs, accusés "d'aider la guérilla colombienne", puis, dans la foulée, avaient tiré sur les étudiants qui manifestaient pour protester contre cet assassinat, tuant deux d'entre eux, et en blessant des dizaines d'autres. C'est sans doute ça, la "méthode sociale-démocrate" en Amérique latine...

Sergio CABRERA

L N'Y AVAIT QUE rires, claques dans le dos, champagne et grandes promesses, le 2 février dernier, lors de la prise de fonctions, à Caracas, du président nouvellement élu. Ce fut une fastueuse célébration, marquée par une semaine de fêtes, au cours de laquelle des millions de dollars ont été dépensés. Carlos Andrés Pérez, candidat de l'Action démocratique (AD) et dirigeant de l'Internationale socialiste, était de nouveau président.

Peu avant les élections du 4 décembre dernier, Pérez accordait une interview exclusive à *UNO-La Revue des*

Amériques dans laquelle il exposait son programme en ces termes : "Ma première mesure sera de définir une politique économique globale, qui, pour avoir un effet sur une économie pluraliste et capitaliste comme celle du Venezuela, doit être un produit de la concentration des facteurs de l'économie privée et du travail des travailleurs des villes et des campagnes. Sur le plan économique, ma gestion gouvernementale s'appuiera sur ces deux secteurs."

"L'accent social"

Interrogé sur la question du maintien de "l'accent social marqué" de son mandat présidentiel antérieur, Pérez répondit : "En l'occurrence, il est certain qu'il y aura de sérieuses difficultés financières, mais de toutes façons l'accent social doit être l'axe d'orientation de tout gouvernement démocratique..." (*UNO*, numéro 2, novembre 1988).

Il ne fait donc pas de doute que Pérez a une conception particulière de cet "accent social" de son gouvernement. Le 16 février, exactement deux semaines après avoir assumé sa charge, le président "social-démocrate" a annoncé ses premières mesures économiques : libération du cours du change du dollar, et en



conséquence, dévaluation du bolivar pouvant dépasser les 100% : libéralisation des taux d'intérêts, des prix, et suppression des subventions aux produits de consommation de masse.

Les premiers symptômes de mécontentement furent les grèves des enseignants, des employés de justice et la menace d'arrêts de travail dans d'autres secteurs.

Mais le "sensible" Pérez ne s'en est pas tenu là : les accords avec le Fonds monétaire international (FMI) ne le permettaient pas. Le lundi 27, l'essence augmenta de 90%, les transports de 30%. Les prix des produits de première nécessité doublèrent.

L'explosion

Et le Venezuela explosa. Il explosa comme il ne l'avait pas fait depuis 30 ans, lors du renversement du dictateur Pérez Jimenez. On estime que plus d'un million de familles descendirent dans les rues de Caracas et d'autres villes, arrachant tout sur leur passage, prenant d'assaut les hypermarchés, brûlant les voitures de luxe, s'affrontant à la police, à la Garde nationale et à l'armée, à coups de pierres et de tirs. Il fallut deux jours aux forces de l'ordre pour reprendre le contrôle de la situation, après avoir massacré plus de 500 personnes, en avoir arrêté un millier, grâce à l'instauration du couvre-feu et à la suppression de toutes les libertés démocratiques.

La fureur contre les grandes surfaces commerciales et les boutiques a une explication spécifique, car, à l'allure où les choses allaient, le Venezuela était au bord de la rupture d'approvisionnement. Les commerçants, sachant qu'une hausse des prix allait avoir lieu, avaient accaparé tous les produits.

Avec sa répression sauvage, Pérez a rafraîchi la mémoire des Vénézuéliens, qui l'avaient surnommé la "gâchette" à l'époque où il commençait sa carrière politique comme ministre de l'Intérieur, dans le gouvernement de Romulo Betancourt, aux débuts des années 60.

Parallèlement le gouvernement s'est empressé de donner quelques augmentations salariales, d'annoncer (puis de démentir) qu'il ne payerait pas la dette extérieure, et de rejeter la responsabilité de la révolte massive et spontanée contre son programme économique, sur les pays développés qui sont les créanciers des 32 milliards de dollars de dette extérieure du pays (1).

Qu'est devenu le Pérez populiste qui gouverna le pays entre 1974 et 1976, qui nationalisa le pétrole et la sidérurgie et fit entrer beaucoup de devises ? Est-ce bien le même Pérez qui applique, aujourd'hui, la politique sauvage du FMI ? Sans aucun doute, il s'agit du même. La situation actuelle est d'ailleurs due, en grande partie, à la politique qu'a menée son gouvernement dans cette période, et à celle du gouvernement social-chrétien de Luis Herrera Campesino (1979-1983) qui lui a succédé, et qui s'est également poursuivie jusqu'au 2 février dernier



avec le président Lusinchi, lui aussi de l'Action démocratique (2). L'heure n'est pas, aujourd'hui, au populisme comme dans les années 40 et 50, époque à laquelle les pays latino-américains, grands producteurs de matières premières, surent profiter de la période faste de l'après-guerre mondial. Ce n'est plus non plus l'heure bénie du pétrole, qu'a connue le Venezuela, grand producteur de l'Amérique latine.

La société de sous-consommation

Au moment de l'investiture de Pérez, le premier ministre espagnol Felipe Gonzalez, comparant le Venezuela avec le Nicaragua et Cuba, déclarait : "Il y a des pays qui marchent et d'autres qui ne marchent pas." Ainsi, le Venezuela serait un pays "qui marche".

Dans quel état le premier mandat de Pérez avait-il laissé le Venezuela ? En novembre 1979, la CEPAL publiait quelques données éloquentes sur le Venezuela, dans son rapport intitulé *L'Amérique latine au seuil des années 80* : 25% des foyers vénézuéliens se trouvaient en dessous du seuil d'indigence. La pauvreté relative (niveau moyen de satisfaction des besoins) atteignait, à l'époque, selon la CEPAL, 38% des foyers. 10% des foyers recevaient plus de 36% de l'ensemble des revenus, alors que les 40% les plus pauvres, ne recevaient que 9,8% des revenus.

La situation s'est détériorée avec les années, et aujourd'hui on estime qu'il y a 1 900 000 habitations "pauvres", dont 500 000 sont considérées comme insalubres. La moitié de ces dernières se trouvent dans les gigantesques ceintu-

res de misère, les *ranchitos* (bidonvilles) qui entourent les villes, face aux résidences luxueuses des magnats du pétrole.

Au Venezuela, la croissance économique "spectaculaire" n'a jamais été synonyme de "développement", si on donne à ce mot un sens intégral, avec ses aspects non seulement économiques, mais aussi sociaux, humains, d'amélioration de la qualité de la vie, etc.

Le Venezuela est un clair exemple de ces pays qui prétendaient à un développement "à l'image et à la ressemblance des centres", adoptant le "capitalisme mimétique de la périphérie", qui "nationalise la dépendance" avec le processus de trans-nationalisation des rapports économiques. Selon Raul Prebisch, dans *L'Amérique latine dans les scénarios possibles de la distension* (1979), "la société de consommation (formée par le développement mimétique) est incompatible avec l'intégration au système, des grandes masses qui végètent dans la société de sous-consommation. La cause en est que le fruit de l'accroissement de productivité, qui accompagne la propagation de la technologie des centres dans les pays de la périphérie, tend à se concentrer en grande partie dans les couches supérieures de revenus, surtout en vertu du pouvoir économique de ces couches."

La colère monte

Malgré la nationalisation des hydrocarbures, leur commercialisation est toujours restée aux mains des multinationales. A l'irrationalité du premier gouvernement Pérez, et de ses successeurs, cherchant à canaliser et à distribuer les revenus considérables obtenus à l'époque du boom pétrolier, afin de faire avancer le Venezuela dans son indépendance économique, s'est ajouté un gaspillage indescriptible, une fuite massive de devises, et le style de vie "Miami" des quelques autochtones privilégiés, qui touchaient les bénéfices, achetaient des demeures aux Etats-Unis, construisaient des "clubs" luxueux, engendrant un ressentiment social toujours plus fort.

Le cas du Venezuela n'est pas neuf en Amérique latine, nous en voyons des preuves au Mexique et au Brésil. Les populistes s'épuisent, les "démocrates" et les "sociaux-démocrates" montrent leur vraie nature, et la colère monte, comme l'écume, parmi les déshérités d'Amérique latine.

Combate 9 mars 1989.

1) Sur le problème de la dette extérieure, voir les articles "Les nouveaux pièges de la dette", de Charles-André Udry ; et "Amérique latine, la crise et la dette", de Jésus Rodríguez Vargas, dans *Inprecor* numéro 262, du 28 mars 1988.

2) Sur l'élection de Lusinchi, voir *Inprecor* numéro 159, du 24 octobre 1983.

Dialogue sur fond de massacres

DEPUIS LE DEBUT de l'année, la situation s'est encore aggravée en Colombie. Le 3 mars, un commando de tueurs à gages, sicarios, comme les appellent les Colombiens, les assassins des escadrons de la mort — a tué, au beau milieu de l'aéroport international de Bogota, José Antequera, dirigeant de l'Union patriotique et de la jeunesse communiste (UPJC), ainsi que quatre autres personnes. Un sénateur libéral, Ernesto Samper, candidat à l'investiture du Parti libéral (PL) pour les prochaines élections présidentielles, a été grièvement blessé et a succombé à ses blessures, quelques jours plus tard.

Michael LEWY

ENRAGEE par ce nouveau crime fasciste resté impuni, la population des quartiers pauvres de Bogota s'est révoltée et des émeutes locales ont éclaté, suivies d'affrontements violents avec les forces répressives, envoyées pour "rétablir l'ordre".

"Salvadorisation"

Avec la multiplication des groupes de sicarios — liés non seulement aux trafiquants de drogue, mais aussi à des mouvements explicitement nazis, fascistes (comme le MOENS, Mouvement national-socialiste), à des associations de propriétaires fonciers et, souvent, à la police et à l'armée elle-même, et grâce à la splendide impunité dont bénéficient tous ces groupes, on est en train d'assister à une certaine "salvadorisation" de la vie politique colombienne. C'est-à-dire à la mise en place, derrière la façade "démocratique", "parlementaire", et "libérale", d'un processus de liquidation physique systématique des militants syndicaux, paysans, ouvriers, éducateurs (plus de cent maîtres d'école et professeurs ont été assassinés au cours des deux dernières années !), étudiants, chrétiens, et même des personnalités démocratiques engagées dans le combat pour les droits de l'Homme.

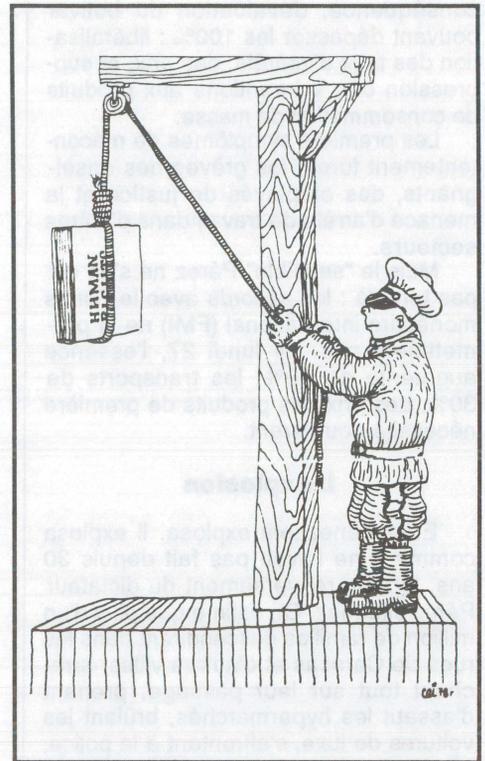
Et comme au Salvador, on voit aussi se renforcer et se développer un mouvement de guérilla, solidement implanté dans les régions rurales, qui rassemble, dans la *Coordinadora Simon Bolivar*, quatre grandes organisations armées (et quelques autres plus modestes) : les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), proches du PC ; le M-19, nationaliste de gauche ; l'Armée révolu-

tionnaire du peuple (EPL), d'inspiration maoïste ; et l'Union Camilliste-Armée de libération nationale (UC-ELN), d'origine castriste et chrétienne.

Cela dit, il est évident que la lutte révolutionnaire en Colombie ne peut pas suivre simplement la voie du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) salvadorien. L'urbanisation du pays, son degré d'industrialisation et de développement économique donnent nécessairement aux luttes ouvrières, et aux initiatives populaires dans les grandes villes, un rôle beaucoup plus important qu'en Amérique centrale. On assiste, au cours des dernières années, à un essor important du mouvement syndical (en majorité unifié dans la Centrale unifiée des travailleurs, CUT), et de mouvements sociaux divers : mouvements de paysans, d'indigènes, notamment l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC), de Noirs, de femmes ; des communautés chrétiennes de base, des associations populaires des *tugurios* (bidonvilles), des comités de défense des droits de l'Homme.

"La guerre sale"

D'autre part, se sont constitués, dans les années 80, de très importants mouvements politiques de masse, avec une base syndicale, étudiante et populaire : l'Union patriotique (UP, liée aux FARC), le Front populaire (FP, proche des maoïstes) et A Luchar (marxistes et chrétiens), qui coopèrent dans le cadre d'un Front de la gauche. Ces mouvements agissent dans des conditions difficiles, dans un espace légal et démocratique assez restreint. Et surtout, leurs cadres, dirigeants, militants et sympathisants sont tous les jours victimes de ce qu'on appelle en Colombie "la guerre sale", c'est-à-dire les meurtres,



agressions et massacres des bandes para-militaires ou fascistes. De ces trois mouvements, A Luchar est sans doute le plus avancé, par sa pratique classiste et combative, son orientation radicalement anti-capitaliste, son caractère pluraliste, son ouverture à des courants d'origines idéologiques diverses, comme les militants de la IVe Internationale, qui l'ont rejoint en août 1987 (1). Il est aussi celui qui a le mieux compris l'importance du courant chrétien révolutionnaire et de l'héritage de Camillo Torres, appelé un jour à devenir le Sandino ou le Mariategui de la Colombie.

Comment riposter à l'offensive contre-révolutionnaire des classes dominantes et de leurs bandes armées ? Sur ce point, des divergences importantes se sont manifestées entre les fronts de guérilla au cours des derniers mois (2) : tandis que l'UC-ELN refuse un compromis politique avec le gouvernement, mais propose un accord pour l'humanisation de la guerre, le M-19 semble prêt à abandonner la lutte armée et négocie activement avec les représentants du Président libéral Virgilio Barco. Les FARC semblent également être favorables à une négociation, tandis que l'EPL est plus réservée.

On peut s'interroger sur l'efficacité d'une négociation avec un pouvoir civil qui n'a ni les moyens, ni la volonté de mettre au pas les bandes para-militaires et leurs protecteurs, haut placés dans la hiérarchie des Forces armées. Comme le disent certains observateurs, "en Colombie règnent les civils et gouvernent les militaires"...

21 mars 1989

1) L'accord politique sur l'unité entre le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section colombienne de la IVe Internationale et A Luchar, a été publié dans *Inprecor* numéro 263, du 11 avril 1988.

2) Sur le "dialogue national" et l'attitude d'A Luchar, voir également *Inprecor* numéro 275, du 31 octobre 1988.

La répression s'accroît

UNE DIZAINE de massacres ont eu lieu au cours des derniers mois de 1988. Les groupes para-militaires arrivent dans les villages et assassinent impunément les gens qui y vivent, sans qu'ils puissent se défendre. La moyenne est de 40 à 50 morts par massacre.

En dehors de cela, pratiquement 5 assassinats politiques ont lieu par jour, selon Amnesty International et les organismes internationaux des droits de l'Homme.

On pratique la torture et l'assassinat sélectif des militants et des dirigeants de gauche.

René GONZALEZ

LES MASSACRES ONT principalement lieu dans les zones rurales. Le prétexte invoqué est qu'il s'agit de zones de guérilla. L'armée est directement complice. Lors du dernier massacre, celui de Segovia, dans le département d'Antioquia, les para-militaires ont dû traverser une zone totalement contrôlée par l'armée. La police locale prétendit que lorsque les coups de feu ont éclaté, elle a cru qu'il s'agissait d'une attaque de la guérilla. Mais même les autorités civiles n'ont pas accepté un tel prétexte. En réalité, la police s'est enfermée dans sa caserne et a laissé les assassins agir librement. Dans la dernière période, l'association avec le trafic de drogue a joué un rôle décisif pour la bourgeoisie colombienne. Le "blanchiment" de l'argent du trafic de drogue lui a permis de payer la dette extérieure et de maintenir une situation économique plus ou moins acceptable (compte tenu du contexte économique préoccupant de l'Amérique latine), mais qui entraîne une érosion très importante des valeurs et des institutions juridiques de l'Etat. De plus, les *mafiosi* achètent de vastes étendues de terres. Il y a donc association entre propriétaires terriens et *mafiosi* pour expulser les paysans de leurs terres. Ils y forment des écoles de

mercenaires et organisent les massacres avec la complicité de l'armée. Cela s'explique par l'absence de prolétarianisation, au sens d'achat et de vente de la force de travail, et par le besoin d'étendre davantage ces domaines. Dans le pays, le poids de la propriété de la terre est très important pour les prébendes et le pouvoir que cela donne sur l'appareil politique.

Les plans de la mafia

Les plans de la mafia combinent la mainmise sur des zones où elle cherche à exproprier la paysannerie et à la chasser, avec la perspective de transformer ces terres en entreprises agricoles de production à court et à moyen termes, et des zones où existe un prolétariat agricole, comme dans la zone des plantations de bananes, où il y a aussi association entre le capital de la mafia et les planteurs de bananes. Il s'agit notamment de la région de Uraba, département d'Antioquia, où se sont produits 5 massacres ces derniers temps, qui ont pour but d'empêcher le développement du puissant syndicat du secteur agricole de la région. Le but est également de maintenir les bas salaires, la surexploitation, et le contrôle de la production, en association directe avec les propriétaires de plantation.

La mafia possède d'ailleurs ses propres groupes armés. On estime que les clans Ochoa et Escobar, qui sont d'Antioquia, ont près de 10 000 hommes en armes. Pour donner un point de comparaison, les effectifs de l'armée nationale s'élèvent, au total, à environ 120 000 hommes.

La mafia est donc directement impliquée dans les massacres. Certains secteurs civils du gouvernement insistent d'ailleurs lourdement, sur les responsabilités de la mafia, afin de tenter de cacher les responsabilités du gouvernement lui-même. Le Procureur général de la nation a reconnu ouvertement la responsabilité de la mafia dans ces massacres, et leurs liens avec le pouvoir ainsi acquis sur la propriété de la terre. Mais à l'heure qu'il est, malgré ces déclarations, ni les *sicarios*, ni leurs commanditaires ne sont en prison. Ces groupes jouissent d'une impunité totale.

La réaction du gouvernement face à la situation est par ailleurs assez édifiante. Par exemple, le massacre de Se-

govia lui a servi de prétexte pour s'entêter davantage, en achetant armes, avions, hélicoptères et fusils, et pour renforcer le régime réactionnaire légal : désormais, tout suspect peut être arrêté, sans aucune garantie juridique. Autrement dit, face à chaque attaque militariste des groupes armés, le gouvernement opte pour un comportement militariste, qui vise le mouvement ouvrier et populaire, sous prétexte de s'en prendre aux para-militaires.

Dans les villes, en revanche, les assassinats sont plus sélectifs, car si la gauche est forte à la campagne, elle reste encore très faible dans le milieu urbain, où elle est moins à même d'influencer la base sociale et les mobilisations. En Colombie, le mouvement ouvrier n'agit pas à travers des syndicats d'industrie mais sous la chape de plomb d'une législation qui le rend profondément corporatiste, et économiste. Le développement de véritables syndicats est ainsi entravé depuis les années 40. Il faut y ajouter le fait que, la crise économique n'ayant pas encore atteint son maximum, les couches urbaines intermédiaires ne se sont pas polarisées entre la révolution et la contre-révolution. Elles gardent une attitude de neutralité et l'illusion que les problèmes individuels pourront être résolus dans le contexte du capitalisme dépendant. Les ceintures de misère qui entourent les villes, sont pourtant de plus en plus importantes, à cause de l'exode rural (en 1960, 70% de la population colombienne vivait à la campagne, contre 30% dans les centres urbains, aujourd'hui, le taux s'est inversé). Même s'il s'agit d'une couche très pauvre, qui reste marquée par les habitudes et valeurs rurales, un processus de prolétarianisation graduelle et d'urbanisation du pays s'est néanmoins produit.

La ville et la campagne

Il est clair qu'en Colombie, la transformation du rapport de forces face au régime, à partir des campagnes est impossible. Il est donc évident qu'il faut le faire à partir des villes. L'une des grandes discussions qui se déroulent actuellement dans la gauche colombienne, porte précisément sur la manière de dépasser cette inégalité entre la campagne et la ville. Il ne faut pas oublier que le mouvement ouvrier urbain est encore très arriéré et n'a connu, ces dernières années, ni luttes politiques, ni actions de solidarité importantes, ni luttes sectorielles d'envergure, qui auraient pu lui donner une vision qui lui soit propre, à l'échelle nationale. Il reste cantonné dans ses problèmes d'entreprise et très polarisé par les revendications corporatistes.

Un phénomène très préoccupant se greffe là-dessus. A savoir, des secteurs de travailleurs, relativement mieux payés, et qui ont, dans une certaine mesure, la possibilité de négocier, ainsi que les cadres et canaux légaux nécessai-

res pour une telle négociation, se séparent progressivement du reste de la population, beaucoup plus pauvre, et dont la situation s'aggrave sous le poids de la crise économique, de la dette extérieure et du processus de paupérisation en œuvre en Colombie, comme dans toute l'Amérique latine. Il est donc vital de trouver un moyen pour éviter que ne se crée une telle brèche sociale.

Les discussions à ce sujet se sont exacerbées, après le récent échec de la grève générale pour le droit à la vie, à de meilleures conditions de salaire et de sécurité sociale : à peine 10% des travailleurs syndiqués ont suivi le mot d'ordre de grève. C'est particulièrement grave, car depuis novembre 1986, il s'était produit un processus d'unification qui a abouti à la formation de la Confédération unifiée des travailleurs (CUT), englobant 80% du mouvement syndical colombien : les secteurs dirigés par le Parti communiste (PCC), A Luchar, les syndicats indépendants (maoïstes), la vieille Confédération des syndicats des travailleurs de Colombie (CSTC, ancienne confédération du PC), ainsi qu'une frange de la bureaucratie jaune.

L'unification syndicale

Certes, cette unification n'a pas encore totalement transformé les structures du mouvement syndical, car la légitimation syndicale et le régime maintiennent une pression très forte sur les syndicats de base, pour empêcher, dans la mesure du possible, la formation de syndicats par industries. C'est là une des plus grandes préoccupations de la bourgeoisie colombienne depuis trois décennies. Malgré des processus d'unification de syndicats d'un seul secteur, comme par exemple les électriciens, ou les employés de banque, le régime refuse de négocier et de signer des accords avec ceux-là. Pour que les syndicats d'industrie puissent agir en Colombie, il faudrait parvenir à un changement dans les rapports de forces.

La CUT n'a pas pu changer cette réalité, mais avec la formation d'une confédération regroupant 80% du mouvement syndical, dans un pays où les gens vivent dans la misère, où les droits de l'Homme sont bafoués en permanence, à tel point que la vie humaine n'a plus aucune valeur, et où, face à cette situation, existe une réelle indignation chez les travailleurs, on pouvait s'attendre à ce que la grève générale soit un succès. Or, il n'en a rien été.

Le gouvernement a répondu par une déclaration de guerre : il a annoncé qu'il considérerait les grévistes comme étant le bras syndical de la guérilla. Durant les



jours précédant la grève, il a brutalement militarisé les villes, emprisonné et assassiné des dirigeants syndicaux. L'armée est notamment intervenue contre le syndicat des électriciens de Carthagène, et a emmené entre 200 et 300 ouvriers. Elle a monté une opération de propagande idéologique pour terroriser la population, et a réussi à toucher les couches moyennes, ainsi que des secteurs indécis du mouvement syndical.

Quant à la guérilla, un de ses secteurs envisage de renouer avec le gouvernement, pour entamer un dialogue qui permettrait de gagner une certaine marge de manœuvre et une certaine pause dans l'offensive militariste de la "guerre sale", afin d'en profiter pour essayer d'augmenter l'audience de la guérilla dans le mouvement de masse. D'autres secteurs, au contraire, sont davantage disposés à une offensive militaire, pour essayer de changer, de cette façon, les rapports de forces dans les villes. Ces discussions ont éclaté malgré la stabilité dans l'action, du front uni du mouvement armé, durant ces dernières années. C'est la Coordination Simon Bolivar qui est le cadre commun de l'unité d'action de tout le mouvement armé de Colombie.

Liquider la gauche

Le régime, de son côté n'insiste pas trop sur la question du dialogue. Tranquillisé par l'absence de progrès des forces populaires dans les villes, il suit d'un œil complice les massacres et les assassinats, les considérant comme une manière de continuer à liquider la gauche. Le régime a relancé cette idée de dialogue, il y a trois mois, dans des conditions absolument intolérables et inacceptables, qui ne permettaient en aucun cas de mettre sur pied un réel mécanis-

me de dialogue. Il a ainsi montré le peu de cas qu'il faisait du succès de ce projet. Ce que proposait le gouvernement était en fait un calendrier pour la reddition pure et simple de la guérilla, en échange d'une amnistie. Pas un mot sur les bandes para-militaires, ni sur la collusion entre ceux-là et la mafia, rien non plus sur la violation des droits de l'Homme, alors que même les porte-parole du régime reconnaissent publiquement qu'il s'agit là des raisons d'être de la guérilla.

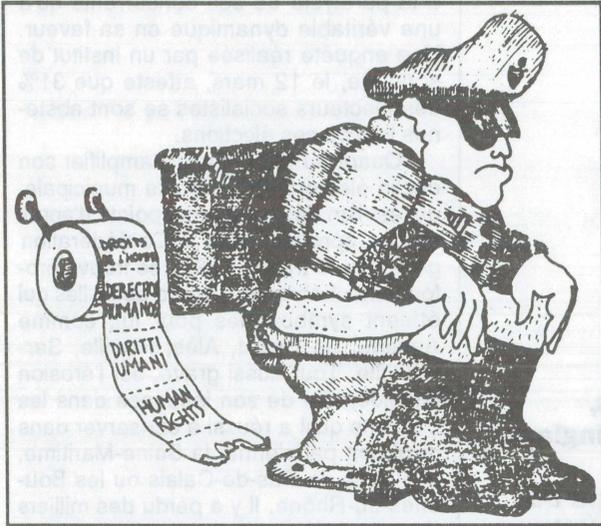
En dépit de toutes les difficultés, il est cependant très important de faire de la politique à visage découvert, tout en maintenant, bien sûr, les règles de la clandestinité, afin d'exprimer les divers projets politiques, pour que le pays sache quelles sont les différences, par exemple entre une

force comme A Luchar, et d'autres courants comme le Parti communiste ou les partis bourgeois, etc.

Des projets politiques différents

Un autre problème dont il faut tenir compte est l'absence de culture politique dans le pays. Traditionnellement, la Colombie a été dominée sur le plan électoral, par des méthodes très arriérées, avec trafic des voix et des consciences, au travers de l'octroi de postes dans l'appareil d'Etat, de la corruption, du clientélisme, le poids du militarisme et d'un puissant cléricisme qui prône la résignation, etc. La recherche de mécanismes de dialogue et de l'utilisation des moyens de communication pour exprimer la volonté, reste donc très importante. Ce n'est pas la misère des gens, ni l'approfondissement de la crise économique qui vont, à eux seuls, produire le changement et une évolution suffisante dans la mentalité des gens, pour qu'ils puissent accéder à d'autres types de projets politiques. Evidemment, tout cela se fera dans un contexte d'énormes difficultés, mais il n'y a pas d'autre alternative.

Pour l'instant, chaque secteur de la gauche agit séparément, même si, devant la gravité de la situation, une discussion sur la nécessité d'unifier davantage la gauche a enfin commencé. Mais le problème actuel, est que chaque organisation a des tactiques différentes. Le PC, par exemple, privilégie l'aspect électoral et parlementaire, et l'accumulation lente d'espaces institutionnels. Depuis le début de la trêve, sous le précédent gouvernement de Belisario Betancur, jusqu'à aujourd'hui, le PC a eu près de 700 militants assassinés. Son comportement n'est cependant pas une riposte



agressive, ni la recherche d'une mobilisation. Lors des dernières élections, il a passé des accords avec les franges les plus corrompues des partis traditionnels, libéral et conservateur, sous prétexte que cela lui permettrait d'obtenir plus de sièges dans les organismes provinciaux et au Parlement national, ainsi qu'une plus large couverture civique et institutionnelle, face à la guerre sale.

La critique du PC

Il est clair que c'est une politique désastreuse. Le problème n'est pas seulement qu'il y a un nombre croissant de militants et de partisans de la gauche qui sont assassinés chaque jour, mais qu'en plus, cette stratégie ne fait nullement progresser la conscience et la mobilisation des masses. Par ailleurs, le PC sert d'alibi au gouvernement, lorsque des organisations comme Amnesty International l'apostrophent sur les assassinats de militants de gauche et du PC. Le gouvernement se permet de leur répliquer qu'il s'agit de règlements de comptes dans la mafia, et se dégage de toute responsabilité, en invoquant notamment les alliances avec le PC. Cela rend donc difficile la délimitation avec le camp de la bourgeoisie et la réalisation du front unique, car même dans les grèves, l'attitude du PC le pousse à s'abriter derrière la bureaucratie syndicale et à lui faire de multiples concessions.

Il est cependant clair qu'il ne suffit pas de critiquer le PC, en lui opposant une phraséologie d'extrême-gauche qui serait totalement stérile face à sa base et devant l'ensemble de la population. Il faut donc formuler des mots d'ordre concrets, qui permettent l'unité d'action et qui démontrent à la base du PC que sa direction se trompe. A Luchar qui est l'organisation d'extrême-gauche qu'ont rejointe les militants de la IVe Internationale, a commencé à discuter sur les moyens d'y arriver. L'entrée des militants de la IVe Internationale dans ses rangs, a servi à approfondir cette discussion.

Les cadres d'A Luchar sont certes marqués par certaines traditions autori-

taires propres au pays : en fait, la Colombie est un pays dont la culture politique est axée sur l'autoritarisme, et sur une tradition machiste millénaire, que tout tend à justifier en permanence : la famille, les institutions, l'école, la presse, etc. Ces traditions se répercutent donc également dans les organisations de gauche et de masse. Mais le stalinisme et sa conception de parti monolithique sont absentes. Le programme d'A Luchar se réfère notamment de façon explicite au pluralisme politique dans l'Etat à construire,

et souligne la nécessité de la démocratie de masse. La majorité des militants de ce parti pense que le modèle stalinien n'est pas démocratique et que même celui de Gorbatchev ne s'oppose pas réellement au stalinisme.

Il faut également compter avec le phénomène du christianisme radical en Colombie. Les chrétiens vont, eux aussi, jouer un rôle décisif dans la révolution colombienne. Ils ont tenu une assemblée il y a deux mois, à Bogota, à laquelle assistèrent 4 000 dirigeants chrétiens, dont beaucoup étaient venus de différents pays d'Amérique latine. Ils ont discuté du problème de l'utilisation des enseignements de la Bible face à la guerre sale. Puisque *"la vie de l'homme est le bien le plus précieux"*, les chrétiens radicaux critiquent la guerre sale sur cette base, et démontrent la nécessité de la réforme agraire en se référant à la tradition juive de distribution de terres à la population. Ils montrent qu'il y a une continuité dans le christianisme, avec un aspect révolutionnaire omniprésent, ce qu'Engels appelait la théologie libertaire, anti-monarchie et anti-féodale, de la période de la pré-renaissance.

La place des femmes

Le rôle et la place croissante des femmes dans les luttes doivent également être soulignés. La direction de la CUT a voulu organiser, l'année dernière, un congrès des femmes de la CUT. Le seul but était de faire une démonstration des capacités de la CUT de mobiliser les femmes. Cependant, la dynamique prise par ce congrès a été très différente de celle escomptée. D'abord, par le nombre de déléguées : au lieu des 500 attendues, il en vint 3 000 ! Ensuite, par le contenu des exposés faits par ces femmes : ils étaient principalement centrés sur les effets de la dette extérieure et la façon dont elle aggrave la condition des femmes, à la maison, dans la société, face à l'Etat. Les femmes expliquèrent comment le discours sur le retour au foyer, parallèle à la montée du chômage, est fonction de la dette. Alors qu'il faut en général des dizaines de discours sur

le dette, pour en faire comprendre les effets, les femmes, elles, en ont immédiatement compris les mécanismes, à partir de leur propre vécu quotidien. En Colombie il existe de bonnes conditions pour accompagner la lutte sociale des femmes et les éduquer sur leurs problèmes particuliers en tant que sexe opprimé. C'est par la voie de l'articulation avec les problèmes sociaux que le féminisme aura le plus de résultats en Colombie. Mais, bien sûr, cela ne se fera pas d'une façon mécanique et le rôle d'une direction révolutionnaire est très important dans ce domaine.

Une nécessaire solidarité

La gauche colombienne et le mouvement populaire sont très isolés sur le plan international, alors que la bourgeoisie colombienne est loin de l'être. Malgré les assassinats perpétrés chaque jour, dont aucun des responsables n'est d'ailleurs arrêté ni condamné par le gouvernement, celui-ci continue de porter le label démocratique aux yeux de l'opinion publique mondiale et dans les médias : on dit que la Colombie n'est pas le Chili de Pinochet. Le fait qu'il y ait un Parlement, un gouvernement civil, des élections, etc., permet au gouvernement de sauvegarder une certaine image et d'obtenir ainsi, une légitimité internationale.

En revanche, les luttes populaires à l'intérieur du pays ne sont pas répercutées à l'extérieur. Même si des organismes comme Amnesty International publient des dénonciations, c'est-à-dire, constatent la situation, il n'existe aucun mécanisme qui puisse permettre d'aboutir à un résultat concret, et à des pressions internationales sur le gouvernement colombien.

La couverture de la situation en Colombie dans la presse mondiale est très faible. Par exemple, des massacres aussi impressionnants que celui de Segovia n'ont eu aucune répercussion dans la presse française. Seul le journal *El País*, publié à Madrid, a publié une petite brève sur une colonne. La presse européenne, même celle de gauche, et même celle des organisations d'extrême-gauche, n'accorde pas au problème colombien (et à ces massacres) la place qu'il mériterait. Pourtant, la situation en Colombie est particulièrement dramatique. Si ce qui s'y passe réellement, le rôle de la mafia, des para-militaires, des propriétaires terriens, des entreprises privées, la crise institutionnelle, la quantité de morts par jour, les tortures, les assassinats sélectifs, etc., étaient systématiquement dénoncés et portés à la connaissance de l'opinion publique internationale, si celle-ci jouait son rôle, il est clair que la situation interne serait un peu plus favorable à la gauche. La solidarité internationale devrait donc être plus active et plus présente : pour la gauche colombienne, c'est une question de vie et de mort.

Les électeurs se rebiffent

LORS DES ELECTIONS MUNICIPALES des 12 et 19 mars, l'ensemble des partis politiques a essuyé un revers cinglant, quoique de manière contrastée.

Un chiffre suffit pour s'en convaincre. Alors que ce type de consultation apparaît, en général, comme le moins élitiste - pas moins de deux millions de candidats se trouvaient en lice dans les trente-six mille communes françaises - près de 30% des électeurs ne se sont pas rendus aux isolements, ce taux frôlant les 40% dans les grandes agglomérations.

Christian PIQUET

A INSI S'EXPRIME le discrédit qui frappe la droite libérale comme la gauche traditionnelle. Pour le corps électoral, ces formations n'apparaissent plus comme porteuses de programmes alternatifs. En effet, quelle différence fondamentale existe-t-il entre le social-libéralisme pratiqué par le gouvernement de Michel Rocard, qui cherche ainsi à gagner les faveurs de la droite, et la régression sociale caractérisant le projet des partis bourgeois ? La seule différence c'est que la social-démocratie prend soin de déguiser ses attaques contre l'emploi ou son intransigence face aux revendications salariales.

Défiance des travailleurs

Fait nouveau, cette constatation n'entraîne plus de désarroi et de découragement. Elle alimente, au contraire, une défiance qui s'exprime largement lors de la dernière échéance électorale. Ainsi, les réunions dont le Premier ministre ponctua la campagne socialiste se trouvèrent-elles régulièrement perturbées par des salariés contestant l'austérité.

Le Parti communiste (PCF) n'en apparaît pas, pour autant, porteur d'une alternative de gauche à la gestion social-démocrate. Son orientation allie le pire des sectarismes à un opportunisme sans rivage, par exemple, lorsqu'il avale, au Parlement, divers aspects de la politique du gouvernement. Ainsi à l'occasion de ces élections municipales, Georges Marchais, Secrétaire général du PCF, n'a pas hésité à paraphraser, avec le Premier secrétaire du Parti socialiste (PS), un accord passant sous silence la politique de Rocard, tout comme les exigences mises en avant par

un mouvement social qui n'a cessé de se développer depuis un an.

La droite, quant à elle, a essuyé un cuisant camouflet, perdant la direction de villes où elle semblait indéracinable, comme Strasbourg, Mulhouse, Quimper, Aix-en-Provence, Orléans, Blois, Dunkerque ou Béziers. Elle doit, de même, abandonner des cités comme Nantes, conquises en 1983. Englués dans leurs querelles intestines, sans direction reconnue, incapables de redéfinir leur stratégie, le Rassemblement pour la république (RPR) et l'Union pour la démocratie française (UDF), les deux principaux partis de droite, n'incarnent pas une relève crédible, face à un pouvoir socialiste qui s'ouvre largement à droite.

Du coup, gagnant trente-cinq villes de plus de 20 000 habitants, le Parti socialiste peut se poser comme la force centrale du jeu politique français. Il doit cependant ce relatif succès davantage

à la paralysie de ses concurrents qu'à une véritable dynamique en sa faveur. Une enquête réalisée par un institut de sondage, le 12 mars, atteste que 31% des électeurs socialistes se sont abstenus lors de ces élections.

Quant au PCF, il voit s'amplifier son déclin électoral. Son assise municipale, qui est l'un des principaux points d'appui de son appareil, avec la Confédération générale du travail (CGT), se trouve profondément ébranlée. Il perd des villes qui étaient symboliques pour lui, comme Amiens, La Ciotat, Alès, Houille, Sartrouville. Tout aussi grave, est l'érosion considérable de son influence dans les bastions qu'il a réussi à conserver dans la région parisienne, la Seine-Maritime, le Rhône, le Pas-de-Calais ou les Bouches-du-Rhône. Il y a perdu des milliers de voix, dont une bonne partie va renforcer le camp abstentionniste. Pour ne prendre qu'un exemple des plus éloquents, le maire communiste de Vénissieux, l'une des plus grosses concentrations ouvrières de la banlieue lyonnaise, retrouve son siège, mais avec 50,57% d'abstentions.

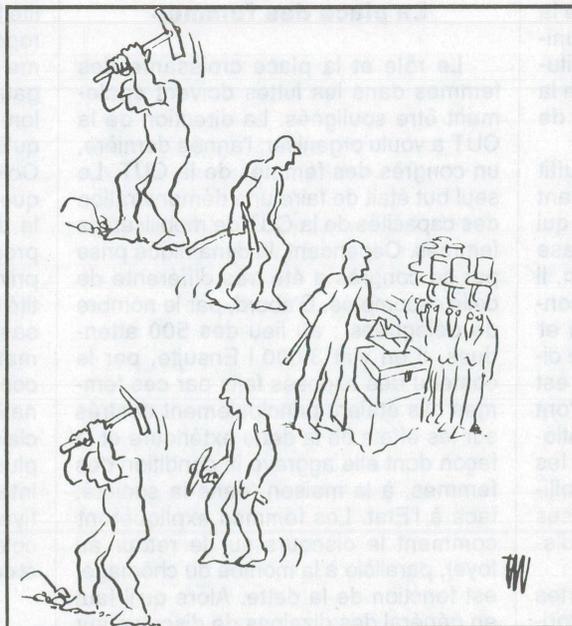
Contrairement à ce que prétendent la plupart des observateurs, une sanction populaire est bel et bien sortie des urnes. Mais elle ne parvient toutefois pas à se cristalliser politiquement.

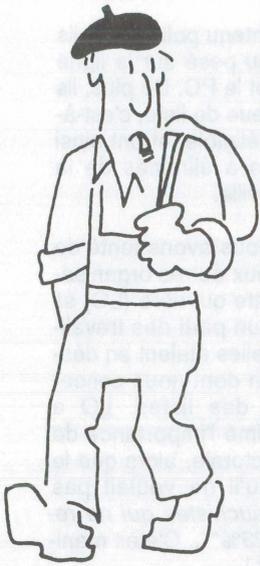
Percée des Verts

Seuls, les Verts parviennent partiellement à bénéficier de ce climat, au plan national. La recette du parti d'Antoine Waechter consiste à épouser le sentiment de rejet d'une fraction notable de l'électorat, en renvoyant droite et gauche dos à dos. Bénéficiant d'un vote fort hétérogène, il profite, à cet égard, de l'impasse dans laquelle se trouvent les projets social-démocrate et stalinien, de l'aspiration massive de la jeunesse à une logique n'obéissant plus aux modèles productivistes et de l'absence d'une force crédible à la gauche du Parti socialiste et du Parti communiste.

Les Verts tentent d'occuper ce vide. Mais leur stratégie demeure totalement subordonnée à la recherche de positions institutionnelles. Aussi, n'est-il pas fortuit de voir leurs représentants conclure, à l'échelon local, des accords avec des notables réactionnaires ou socialistes, à l'instar de Bordeaux, où l'un d'eux est devenu l'adjoint du maire RPR, Jacques Chaban-Delmas. D'ores et déjà, avec cent cinquante élus dans les grandes villes et au total, près de deux mille représentants, ce courant acquiert une crédibilité électorale dans certaines communes de France. Cela pourrait lui permettre d'accroître son succès, notamment lors des élections européennes du 18 juin.

Pareils scores donnent la mesure de la course de vitesse engagée en France. Faute de s'incarner en une perspective socialiste mobi-





lisatrice, l'attente que révèle le verdict des urnes peut parfaitement s'enliser dans l'apolitisme stérile et la récupération institutionnelle que symbolise l'organisation de Waechter. Elle peut également nourrir le retour en force du courant fasciste et raciste, dont Le Pen a pris la tête.

Le maintien global de l'influence du Front national (FN) aux municipales est ainsi révélateur

du danger. Il ne pâtit en effet que faiblement du "vote utile" en faveur de la droite classique et ne fait pas davantage les frais de la prime dont bénéficiaient, jusqu'alors, les notables locaux dans ce type de scrutin. Il obtient par exemple 35,75% des suffrages à Cagnes, 29,25% à Perpignan, 24,24% à Avignon et Toulon, 24,09% à Sevran, 22% à Dreux, ville où il avait pris son envol en 1983 (1).

Voilà qui en dit long sur la responsabilité des révolutionnaires. Pour cette consultation, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale), s'était efforcée de rassembler toutes les forces politiques disponibles pour présenter une perspective de classe pour les travailleurs, autour d'une plate-forme et d'un sigle national communs. Cette tentative se solda par un échec, à cause de la volonté désespérée du Mouvement des renouveaux communistes (MRC), ou de la Nouvelle gauche (2), de conquérir le maximum de sièges dans les Conseils municipaux (ces courants ont même renoncé à faire entendre leur "différence" et se sont insérés dans les listes d'Union de la gauche ou ont fait alliance avec les Verts), et du sectarisme de Lutte ouvrière (LO, organisation se réclamant du trotskysme).

Succès des listes LCR

Malgré des dispositions administratives particulièrement contraignantes, dans vingt-sept villes de plus de vingt mille habitants, la LCR a pu présenter des listes basées sur des accords avec d'autres organisations (MRC, NG, écologistes de gauche, etc.) ou ne disposant que de son seul soutien. Ces listes ont obtenu en moyenne, 4,55% des voix, pourcentage qu'il n'est pas inutile de comparer aux 2,85% des listes d'extrême gauche, en 1983, présentes dans un bien plus grand nombre de villes.

En dépit du fort taux d'abstention, il ne manqua parfois que quelques voix à ces listes pour franchir la barre des 5% (3), comme à Riom, Alençon, Le Puy, Sedan ou Mantes. Autre fait significatif,

les listes que soutenait la LCR obtinrent des élus dans des municipalités que le PCF dirige depuis des années : Saint-Denis (voir l'interview ci-contre), Saint-Etienne-du-Rouvray, Gennevilliers ou Vénissieux (4). L'exaspération de nombreux électeurs communistes est tout aussi visible à Montluçon, où l'ancien adjoint au maire communiste de la ville, le rénovateur Jacky Flouzat, dépassa les 12% aux deux tours des municipales. Citons encore l'excellent résultat (4,48%) de la liste soutenue à Besançon par la Ligue et les communistes "reconstructeurs" du Doubs (5), face à un maire socialiste qui conduisait une liste largement ouverte à des personnalités réactionnaires.

A Alençon, Limoges, Millau ou Arras (où la liste obtint un élu), la colère d'une fraction de l'électorat socialiste ou communiste permit aux listes à gauche de la gauche de réaliser une relative percée. Phénomène identique à Metz où des militants de la LCR, de l'ex-comité de soutien à Pierre Juquin et des écologistes s'étaient alliés à des socialistes refusant le ralliement de leur parti au maire sortant, le ministre Rausch, issu de la droite "centriste". Obtenant 8,14% sur la cité, la liste obtient même des scores de 11 ou 12% dans divers quartiers.

Une situation instable

Même si, pour les médias, ils se trouvent quelque peu "effacés" par la percée des Verts, ces résultats n'en traduisent pas moins l'instabilité de la situation en France. Face à une droite dans le coma, la social-démocratie occupe une place centrale sur l'échiquier politique. Sa conversion à une gestion loyale de la crise lui vaut un regain de crédit auprès des possédants. Mais ses succès électoraux ne signifient nullement une approbation de ses orientations.

A peine les bureaux de vote avaient-ils d'ailleurs fermé leurs portes, que le gouvernement devait affronter la colère des salariés de la fonction publique en Corse. Une colère qui prit la forme d'une grève générale de l'ensemble des administrations et de mobilisations importantes dans de nombreuses entreprises privées. Un signe pour l'avenir ? ■

2 avril 1989

1) Pour une analyse sur le Front national, voir *Inprecor*, numéro 284, du 20 mars 1989.

2) Sur les renouveaux communistes, voir *Inprecor*, numéro 257 du 18 janvier 1988. Pierre Juquin, ancien membre du Bureau politique du PCF était l'un des chefs de file des "renouveaux". Il a été candidat à l'élection présidentielle de mai 1988. Les comités Juquin, auxquels a également participé la LCR, ont soutenu cette candidature. La Nouvelle gauche (NG) a été fondée par Juquin, sur la base des ex-comités Juquin, après le retrait des renouveaux et de la LCR de ces comités.

3) Légalement le seuil des 5% de suffrages exprimés permet d'obtenir le remboursement des frais de campagne, d'avoir des élus lorsque l'élection se joue au premier tour ou de négocier la "fusion" de diverses listes.

4) A Gennevilliers, l'élu est l'ancien adjoint au maire, le rénovateur Marcel Foucaud. Dans les trois autres cas, ce sont des militants de la LCR. Un autre militant de la Ligue est élu à Blanzat, petite commune ouvrière proche de Clermont-Ferrand, sur une liste dirigée par le maire sortant, un communiste rénovateur.

5) L'ancienne fédération communiste du Doubs, animée par le courant "reconstructeur" a, de fait, été exclue du PCF.

Deux élus LCR à Saint Denis

SAINT-DENIS est une banlieue ouvrière d'environ 100 000 habitants, dirigée depuis des années par l'union de la gauche (PC-PS), avec un maire communiste. Aux dernières élections municipales, la liste LCR a obtenu 6,87% des voix et a eu deux élus : Christian Bensimon, 40 ans, médecin, et Marie-Françoise Deleule, 40 ans, employée et déléguée syndicale. Tous deux militent à la LCR depuis près de 20 ans. Inprecor les a rencontrés au lendemain de leur élection.

INPRECOR : Dans quel contexte politique s'est déroulée la campagne électorale à Saint-Denis ?

CHRISTIAN BENSIMON : En fait nous avons occupé un certain vide qui existait à la gauche de la gauche officielle, puisqu'il n'y avait pas d'autre liste d'extrême gauche ou d'écologistes. Par ailleurs, nous avons aussi profité du fait que le Parti communiste, comme le parti socialiste, traversaient une sérieuse crise interne.

La crise dans le PCF couvait déjà depuis une dizaine d'années, mais elle s'est accélérée ces derniers temps, avec des fractures importantes. Traditionnellement, il y a toujours eu une opposition entre la direction de Saint-Denis, dont une partie était fidèle au Secrétaire général Georges Marchais, et l'équipe des élus municipaux. Sur la base de sa pratique municipale, cette dernière avait acquis une véritable assise, bien au-delà de l'influence du PC en tant que parti, et développé une ouverture et une souplesse plus grandes.

Déjà, des conflits étaient apparus, lors des dernières élections législatives, sur la composition des listes. De nouveau, à la veille des municipales, la direction du Parti a forcé le maire sortant, Marcellin Berthelot, à purger de sa liste une dizaine de ses vieux collaborateurs, jugés indésirables. Ces derniers ne peuvent cependant pas être qualifiés de "re-



Christian BENSIMON (DR)

constructeurs", n'ayant pas de réels liens organiques avec ce courant. Cette crise a complètement paralysé le PC durant la campagne électorale, à tel point qu'il n'a même pas pu faire d'affiches,

ni de distributions de matériel. Les cellules se réunissaient très peu et quand elles se réunissaient, c'était la bagarre. Cela a entraîné un grand ressentiment chez beaucoup de militants communistes.

Autre aspect, la composition des listes d'union de la gauche entre le PC et le PS s'est également faite dans la plus grande confusion. Un jour ils étaient d'accord, le lendemain c'était la rupture, il y a bien eu 10 ruptures en 10 jours ! On a assisté à une véritable bataille de chiffonniers pour savoir qui allait avoir le plus d'élus.

MARIE-FRANCOISE DELEULE :

Les divergences internes du PS étaient également étalées au grand jour, puisqu'Henri Weber (ancien dirigeant de la LCR, qui s'est rallié au PS) a été "parachuté" à Saint-Denis, l'année dernière. Voulant se servir de la ville comme d'un tremplin pour ses ambitions nationales, il a entrepris une lutte de pouvoir contre l'ancienne direction locale du PS. Cette lutte interne a aussi paralysé le PS.

Nous avons appris, par la suite, que bon nombre de militants de ces deux partis avaient finalement voté pour nous.

■ **Le fait que vous ayez été élus dans une ville qui est un bastion ouvrier du PCF a certainement une valeur symbolique ?**

MARIE-FRANCOISE : En effet, Saint-Denis est une vieille cité ouvrière avec une longue histoire politique. Dès le 19^e siècle, elle était l'une des premières municipalités socialistes, puis communiste, sans interruption depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Certes, le paysage a un peu évolué. La grande zone industrielle de la Plaine Saint-Denis, avec des usines de métallurgie, des imprimeries, etc., est en train de disparaître. Mais de nouvelles industries s'implantent petit à petit. Saint-Denis reste majoritairement une ville ouvrière, mais ce qui a changé, c'est qu'auparavant les gens habitaient et travaillaient dans la commune, et qu'aujourd'hui, beaucoup doivent se déplacer ailleurs pour trouver du travail, alors que ceux qui y travaillent, n'habitent plus forcément là.

Il y a une forte population immigrée qui tourne autour de 30%. Les vieilles immigrations, espagnole, portugaise ou yougoslave, se sont parfaitement intégrées dans la ville. Les immigrations les plus récentes, essentiellement maghré-

lines, sont concentrées traditionnellement à la Plaine Saint Denis, le long de l'autoroute, dans le quartier le plus délabré.

CHRISTIAN : C'est également une ville qui a connu le traumatisme de Doriot (dirigeant du PCF, qui a rejoint les rangs des fascistes sous l'occupation allemande, dans les années 40, ndlr).

MARIE-FRANCOISE : Doriot était à l'origine, à l'aile gauche du PCF. Sous sa direction, la municipalité de Saint-Denis a été l'une des premières à avoir une véritable politique sociale. Le traumatisme n'en a été que plus grand, lorsqu'il est passé, avec une partie importante de l'équipe municipale, au Parti populaire français (PPF), d'extrême droite. Depuis cette époque, la direction du PCF agite constamment cette menace contre les communistes dissidents de la ville, en leur disant "qu'ils finiront comme Doriot".

CHRISTIAN : D'ailleurs, si Berthelot a refusé de rompre ouvertement, comme l'ont fait d'autres maires communistes, et s'il s'est finalement plié aux injonctions de l'appareil, c'est en partie pour ne pas être traité de "doriotiste".

■ **Quelles ont été les réactions à votre élection, du côté du PCF ?**

MARIE-FRANCOISE : On a eu des réactions à deux niveaux. Certaines assez hargneuses, dans la pure tradition stalinienne, avec des calomnies, etc. Mais la majorité des réactions ont été très positives. Dans le désarroi général des militants du PC, notre élection a été un vrai soulagement pour certains, entre autres parce que nous apportions des réponses claires et nettes sur toute une série de problèmes. Même parmi les militants qui restent fidèles au PC, nous jouissons d'une réelle estime, et face à leur propre paralysie notre campagne sans compromis a été bien perçue.

D'autant plus que le score que nous avons réalisé est important, et pas seulement au niveau symbolique. Car ce vote était bel et bien un désaveu de l'équipe sortante, qui a été réélue, mais avec 50% d'abstentions, voire même 60% dans certaines cités ouvrières.

■ **Les autres forces d'extrême gauche ne se sont-elles pas présentées ?**

MARIE-FRANCOISE : Le Parti socialiste unifié (PSU) est sur les listes d'Union de la gauche, depuis 1983. Quant aux forces qui étaient présentes dans les ex-comités Juquin, elles ont fait un choix, à la suite d'un débat politique qui a été, somme toute, assez clair et sain. Ceux qui ont décidé d'entrer dans la Nouvelle gauche de Juquin, ont également choisi d'être sur les listes de l'Union de la gauche. Le problème est que, l'accord qu'ils ont passé à cette oc-

casion, était sans contenu politique et ils ont d'ailleurs très peu pesé sur la ligne défendue par le PS et le PC. De plus, ils ont été placés en queue de liste, c'est-à-dire en position non-éligible, et ont ainsi fait un choix qui les a éliminés de la scène politique de la ville.

CHRISTIAN : Nous avons tenté de négocier avec les deux autres organisations trotskystes, Lutte ouvrière (LO) et le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), mais elles étaient en désaccord avec la façon dont nous concevions l'élaboration des listes. LO a totalement sous-estimé l'importance de cette campagne électorale, alors que le MPPT a déclaré qu'il ne voulait pas s'allier avec des "gauchistes qui ne représentaient que 0,23%"... C'était manifestement une erreur !

■ **Comment avez-vous composé votre liste ?**

CHRISTIAN : Nous avons fait une liste explicitement LCR, qui se basait en fait, sur notre implantation locale qui remonte, il est important de le souligner, à une vingtaine d'années. Nous avons eu une présence et une intervention militante ininterrompue durant toute cette période.

Nous avons présenté 53 personnes sur notre liste, ce qui est un chiffre tout à fait honorable ! Un tiers d'entre elles étaient des militants de la Ligue, le reste étant des gens qui, ouvertement et en toute confiance, étaient d'accord pour se démarquer par rapport à la politique d'austérité du gouvernement socialiste, et la politique de l'équipe municipale, et qui voulaient travailler avec nous pour avancer la perspective d'une gauche qui soit vraiment au service des travailleurs.

Tous nos colistiers ont été très actifs dans les luttes sociales de ces dernières années, et dans les coordinations. Nous avons par exemple des cheminots, des postiers, des enseignants, des infirmières de l'hôpital de Saint-Denis, etc.

C'est en effet le fruit de vingt ans de travail, de présence et d'apparition politique régulière en tant que LCR, tant dans les luttes, qu'au quotidien, y compris sur le plan électoral. Nous avons en effet présenté systématiquement des listes LCR ou unitaires, à chaque échéance électorale, ce qui a renforcé notre crédibilité, dans ce domaine, aux yeux des gens.

MARIE-FRANCOISE : La liste est également le reflet de notre travail en direction d'entreprises comme Jeumont-Schneider, ou Thompson, avec vente régulière de la presse, distribution de tracts, intervention lors des luttes, etc. L'un de nos candidats est, par exemple, un ouvrier de la métallurgie qui avait été licencié l'année dernière, d'une usine où nous intervenons depuis une quinzaine d'années.

La lutte pour l'égalité était aussi un de nos principaux thèmes de campagne, et nous avons veillé à la parité homme-femme dans notre liste. Si nous y sommes parvenus (en ayant, de plus, deux élus, un homme et une femme), c'est aussi l'expression d'un travail en profondeur de longue date, au sein par exemple, du Mouvement pour la libération de l'avortement et la contraception (MLAC).

L'anti-racisme, le droit de vote pour les immigrés avaient également un grand poids dans notre campagne. D'ailleurs, en accord avec cette perspective, nous avons aussi mis un certain nombre de *beurs* (jeunes immigrés de la seconde génération, nldr) sur notre liste. Cela reflétait notre travail antiraciste dans des structures comme le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP) ou SOS-racisme. Nous avons aussi sur notre liste, des personnes, notamment des syndicalistes, qui font dans un cadre unitaire, depuis des années, des permanences juridiques pour les immigrés.

■ **Le Front national (FN) a réalisé un score de 20% à Saint-Denis, et a obtenu 5 élus. Quelles en sont les conséquences ?**

MARIE-FRANCOISE : C'est le grand choc des élections. C'est un aspect qui a été constamment sous-estimé et ignoré par le PC. Le FN est une réalité qu'il a découvert soudainement, au lendemain des élections, et c'est le désarroi, car il n'a aucune réponse face à ce phénomène.

■ **Le FN a-t-il une présence millitante réelle sur le terrain ?**

CHRISTIAN : Non. C'est sa campagne démagogique classique contre les immigrés qui lui a attiré des voix. C'est dans les grandes cités que le vote FN est le plus fort. Il s'agit de gens qui connaissent un très bas niveau de vie, de bas salaires, la précarité de l'emploi, un fort taux de chômage, etc.

MARIE-FRANCOISE : Il est cependant clair que le FN va se servir de ses élus pour s'implanter réellement dans la ville. Nous ne pouvons pas le permettre. On doit juguler le développement du FN, mais pour cela, il faut qu'il y ait un réel changement dans la vie des gens.

■ **Comment comptez-vous intervenir au sein du Conseil municipal ?**

CHRISTIAN : Il est clair que le terrain électoral-institutionnel n'est pas tellement notre point fort, par rapport à l'intervention dans les luttes sociales. Et on ne peut pas dire que nous ayons une grande expérience dans ce domaine. Nous ne nous faisons bien entendu aucune illusion sur ce que nous pourrions faire dans le Conseil municipal. D'ailleurs, même si ce qui se passe est

important, le terrain décisif reste celui de la lutte sur le terrain.

Ceci dit, le fait que nous soyons élus accroît considérablement nos moyens d'action. En terme d'implantation locale, de reconnaissance politique, de crédibilité électorale, bien sûr, mais aussi pour mieux intervenir dans les luttes.

Alors qu'il s'est à peine passé trois semaines depuis les élections, nous avons déjà eu toute une série de nouveaux contacts, des militants du PC, du PS, des rénovateurs, ou d'autres. Il est clair que la façon dont on nous considère a évolué. Nous avons une crédibilité et une audience accrues.

MARIE-FRANCOISE : Je pense que c'est un saut qualitatif. Nous avons certes, une présence sur d'autres terrains, mais le fait de siéger au Conseil municipal, de surcroît avec deux élus, fait que nous sommes maintenant des gens qui comptons dans la ville.

Nous allons intervenir dans deux sens. D'une part, au Conseil municipal, nous allons être les porte-parole de tous les mouvements sociaux, et d'autre part, nous allons utiliser nos postes d'élus pour apprendre ce qui se passe réellement dans la municipalité et utiliser cela pour mieux orienter les luttes sur le terrain, en intervenant, dans la mesure du possible, pour que la ville soit gérée dans le sens des intérêts de la population. Nous avons déjà annoncé la couleur et dit que nous n'étions pas là pour faire de la figuration !

CHRISTIAN : Nous allons faire de notre mieux pour lancer des débats au sein du Conseil... et les rendre publics. Nous tenons beaucoup à la transparence.

L'un de nos projets est de pousser la mairie à s'engager dans une réelle campagne antiraciste, avec des structures permanentes, unitaires, regroupant celles de la municipalité et les associations antiracistes. Lors de la désignation des commissions du Conseil municipal, nous sommes intervenu pour que les élus du FN n'y siègent pas.

■ **La notoriété de Christian comme médecin, installé de longue date dans l'une des cités ouvrières de Saint-Denis a dû contribuer à votre succès électoral ?**

CHRISTIAN : En effet, cela a joué en partie. Cela fait plus de douze ans que je travaille ici. Dans le quartier où j'habite et la cité où je travaille, notre score est de 11%. C'est donc le fruit de la reconnaissance de mon travail médical, mais aussi du type de médecine pratiquée, des prises de position en matière de santé et des luttes qui ont été menées dans ce domaine.

En 1987, nous avons, par exemple, mené une importante campagne contre le plan du ministre Seguin, qui voulait limiter les remboursements de sécurité sociale. Ces mesures touchaient des

centaines de milliers de personnes, se soigner devenant un luxe. J'ai été l'un des responsables de l'association SOS-Sécu qui a été à l'initiative d'une pétition qui a recueilli 100 000 signatures sur base d'un travail local.



Marie-Françoise DELEULE (DR)

Nous avons mené une autre bataille importante contre l'Ordre des médecins, en refusant de payer nos cotisations, ce qui nous a valu deux procès, l'un en 1983, et l'autre plus récent, il y a trois mois. L'Ordre des médecins est une organisation corporatiste, réactionnaire, qui a été instaurée lors du régime de Pétain, sous l'occupation nazie, et l'affiliation de tous les médecins y est automatique et obligatoire. Nous avons donc mené une campagne pour dénoncer cette association honnie et pour attirer un soutien à notre action. La dernière campagne d'octobre 1988, a eu un grand écho et obtenu un large soutien, y compris de députés du PS et du PC, et notamment du maire Berthelot.

■ **J'ai vu dans la salle d'attente de ton cabinet, des panneaux muraux pour Informer les gens sur ces actions, et également des panneaux sur la prévention médicale, par exemple sur le SIDA. C'est donc aussi une lutte pour une autre médecine ?**

CHRISTIAN : En effet, chaque année, des milliers de gens passent par ce cabinet, et nous essayons donc de faire une médecine différente, favorisant l'écoute et la prise en charge globale du malade. Les causes sociales des maladies sont réelles, et nous essayons d'en tenir compte, de voir le problème dans sa globalité et de prendre au sérieux l'aspect prévention, de nous occuper de la santé au sens large.

■ **Quels sont vos projets immédiats ?**

CHRISTIAN : Nous voulons éditer un bulletin à large diffusion, avec un éditorial des deux élus, des prises de position sur les thèmes politiques, des informations sur la vie dans la ville, etc., le tout avec un fil à plomb assez politique.

Nous allons aussi organiser, au mois d'avril, un banquet pour expliquer nos positions politiques. Nous comptons inviter près de 150 personnes. ■

2 avril 1989
propos recueillis par
Marc Renard

**EN
BREF...**



MEXIQUE

Libération immédiate pour Ramon Garcia Gomez !

LE PARTI révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale remercie vivement, tout d'abord, tous ceux qui, en France, en Espagne, au Brésil, en Pologne, aux Etats-Unis et dans tant d'autres pays, soutiennent sa lutte pour la libération du camarade Ramon qui est toujours porté "disparu" depuis le 18 décembre 1988. Au Mexique même, les efforts entrepris dans cette campagne ont apporté quelques victoires partielles dans la défense des droits de l'Homme.

Par exemple, Miguel Nazar Haro, accusé d'être responsable de nombreuses disparitions de militants politiques, dans les années 70 et 80, et d'avoir personnellement torturé d'anciens prisonniers politiques, a dû démissionner à la suite de nombreuses protestations dues à sa nomination, de nouveau, comme chef de la police à Mexico.

En même temps, le gouvernement de Salinas de Gortari annonçait une mesure de grâce, en vertu de laquelle plusieurs centaines de prisonniers politiques seront libérés. Quelques-uns sont déjà sortis ces jours derniers. Bien que le mouvement de défense des prisonniers politiques réclame l'application d'une amnistie générale et non d'une simple mesure de grâce (qui suppose que le gouvernement pardonne aux prisonniers des délits qu'en réalité ils n'ont pas commis), c'est indubitablement un triomphe partiel, qui pousse à exiger que tous les prisonniers politiques soient libérés, sans exception, contrairement à ce qu'on a voulu faire avec la mesure de grâce.

Le gouvernement s'est engagé à résoudre le problème des disparus politiques, mais sa première victime est précisément José Ramon Garcia, et depuis, le gouvernement et ses groupes policiers ont déjà été responsables de plus de 20 assassinats, dans les trois premiers mois de l'administration Salinas. Nous sommes convaincus que la riposte rapide et large sur la disparition de Ramon a réussi à lui sauver la vie, bien que nous n'ayons pu obtenir sa libération. Les 25 et 26 février a eu lieu, à Cuautla, la ville où a été enlevé Ramon, un forum national pour la vie et contre la répres-

sion. Il y a été décidé d'organiser une Journée internationale pour la vie et contre la répression au Mexique. Elle aura trois objectifs : la réapparition de Ramon, et de tous les disparus ; la liberté de tous les prisonniers politiques et le châtiement des responsables des récents assassinats de militants et de dirigeants politiques.

Tous les types d'action et de protestation autour de ces exigences devront être organisés, les 14 et 15 avril prochains, au Mexique et devant les ambassades et consulats du Mexique de tous les pays du monde. ■

SENEGAL

Grève à l'Université de Dakar

DEPUIS LE 11 FEVRIER, les enseignants de l'Université de Dakar sont en grève pour la revalorisation de leur fonction et contre le déclin de l'université.

Ils réclament de meilleures conditions de travail, qui leur permettent de faire un enseignement et une recherche de qualité. Cette revendication figurait déjà dans la plate-forme des étudiants l'année dernière (voir *Inprecor*, numéro 275 du 31 octobre 1988).

Les conditions de vie des enseignants ont atteint la limite du tolérable. De plus, les droits figurant dans le statut

du personnel enseignant des universités sont bafoués. L'écrasante majorité des enseignants est confrontée au problème du logement. Avec des salaires de 125 000 francs CFA (2 500 francs français) pour les assistants et 150 000 F CFA (3 000 FF) pour les maîtres assistants, il est quasiment impossible aux enseignants de l'université de se loger convenablement à Dakar où le loyer pour un appartement de trois pièces est de 80 à 100 000 F CFA.

Le gouvernement de Diouf parle d'austérité et de dette à rembourser, mais des milliards sont détournés par les politiciens du Parti socialiste (PS) au pouvoir et leurs amis, et sont placés dans les banques étrangères. Le dernier détournement en date, est celui de la présidente de la Croix rouge, qui a raflé plus de 2 milliards de F CFA.

Les négociations entre le gouvernement et les représentants des syndicats enseignants se sont soldées par un échec. En effet, le Syndicat autonome de l'enseignement supérieur (SAES) et l'Union démocratique des enseignants (UDEM), ont rejeté les propositions dérisoires d'augmentation des salaires, coupées à une augmentation des charges horaires.

Toute l'Université est actuellement bloquée. Les examens semestriels n'ont pas été organisés. Si des propositions acceptables ne sont pas faites par le gouvernement, la grève va continuer, ce qui risque d'entraîner une deuxième année blanche, après celle de l'année dernière qui avait conduit au redoublement de tous les étudiants et élèves du Sénégal. Face à ce danger, les étudiants ont organisé un rassemblement de soutien à leurs professeurs, pour exiger du gouvernement la satisfaction de leurs revendications. Le Syndicat autonome de la santé (SUTSAS) a également apporté son soutien en organisant un *sit-in* d'une heure dans les hôpitaux de Dakar.

Les enseignants du secondaire et du primaire vont se mettre en grève à partir

LES 15 EMISSIONS DE GENERATION EN VIDEO

**L'ensemble de la série télévisée (8 h) en souscription
au prix exceptionnel de 300 F**

Suivant le fil directeur de leur livre, *Génération* (éditions Le Seuil), Hervé Hamon et Patrick Rotman ont présenté avec Daniel Edinger une série de 15 émissions télévisées diffusées au printemps 1988 sur la Cinq. C'est l'ensemble de cette série qui va être disponible en vidéo-cassette.

Huit heures de documents et d'archives qui couvrent vingt années, de la guerre d'Algérie à la fin de celle du Viêt-nam, en passant par Mai 68 et la fin du gaullisme : l'itinéraire d'une génération, mais au-delà le retour sur les épisodes charnières de la vie politique et sociale de ce pays.

Kuiv Production, qui a réalisé la série télévisée, et les éditions La Brèche-PEC proposent une édition spéciale à tirage limité. Deux films vidéo VHS de quatre heures chacun.

En souscription jusqu'au 15 avril 1989 au prix exceptionnel de 300 F les deux cassettes de quatre heures

Nom : Prénom :
N° : Rue :
Code postal : Commune :

Nombre de jeux de deux cassettes : X 300 F = F

Je désire recevoir les cassettes à mon domicile
ci-joint 29 F de frais de port par jeu de deux cassettes = F

A partir du 29 avril 1989, je les retirerais à la librairie La Brèche, 9 rue de Tunis, 75011 Paris

Ci-joint un chèque du montant exact à l'ordre de Presse Edition Communication, à envoyer 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil Cedex.

du 17 mars, et ce sera la grève générale dans les écoles sénégalaises. Plus que jamais la solidarité et la popularisation de la lutte des enseignants du Sénégal est nécessaire, particulièrement en cette période où le gouvernement prépare le sommet de la francophonie, qui doit avoir lieu en mai prochain. ■

LIVRES

Cahier sur les révolutions bourgeoises

LA REVOLUTION française a toujours été considérée comme la révolution bourgeoise par excellence. Cette interprétation a été la plus courante dans le discours politique populaire, tout comme dans les études universitaires. Les marxistes n'étaient pas les seuls à s'en revendiquer : tout un courant républicain (incarné dans l'ancien parti radical) y voyait aussi la prise du pouvoir par le Tiers-Etat, représentant du "peuple", c'est-à-dire de tous les "producteurs" confondus, petits et grands. Aujourd'hui, les manifestations du bicentenaire de la révolution de 1789 sont l'occasion d'une remise en cause de cette analyse et des aspects les plus radicaux de cette tradition, certains allant même jusqu'à nier tout caractère social à cette révolution.

Par ailleurs, la révolution française n'est pas la seule concernée dans le débat sur les révolutions bourgeoises. Le cahier de Robert Lochhead sur les révolutions bourgeoises, avec ses études plus détaillées des révolutions des Pays-Bas (de 1566-1609) et anglaise (de 1640-1660), est une contribution fort utile au débat. Il fournit en effet des éléments pour une étude comparative de ces grands bouleversements.

Un premier chapitre dégage les traits généraux de ces révolutions et esquisse leur évolution, des plus précoces aux plus tardives, avec, à la fin du 19e siècle, la transition vers les processus de révolution permanente. Lochhead fait ensuite un récit animé des révolutions anglaise et néerlandaise, trop peu connues du public francophone, avec une attention particulière aux courants plébiens radicaux. Il conclut sur un aperçu du débat entre diverses traditions marxistes sur le concept de révolution bourgeoise. Sa démarche évite tout dogmatisme, préférant montrer la complexité des classes, des partis et des dirigeants qui ont fait ces révolutions.

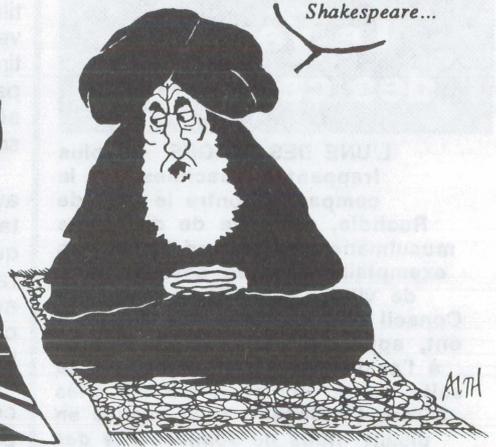
Robert Lochhead, Les révolutions bourgeoises, IIRF/Cahiers d'étude et de recherche (CER), numéro 11/12, 72 pages, 40 FF. Commander à CER, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Chèques en FF à P. Rousset. Virements au CCP Paris 11 541 97 T. L'abonnement à 5 numéros des CER : 100 FF (par avion : ajouter 20%). ■

Inprecor numéro 285 du 3 avril 1989

Tu as tout à fait raison, c'est un livre blasphématoire. D'ailleurs, MOI aussi, il ose me critiquer. Ne peut-on pas s'arranger pour régler cette affaire ?



J'ai aussi quelques problèmes avec Shakespeare...



ISLAM/GRANDE-BRETAGNE

Rushdie dans la tempête

LES VERSETS SATANIQUES, de Salman Rushdie ont été interdits dans la plus grande partie du monde islamique, et même en Inde et en Afrique du Sud, pays "laïques". En France notamment, les éditeurs ont "retardé" sa parution, mais dans les pays où il est disponible, malgré (ou à cause) de la campagne pour son interdiction, ou son boycott, les ventes montent en flèche.

Des incidents diplomatiques ont eu lieu entre la communauté européenne (CEE) et l'Iran, à cause de l'appel au meurtre de Salman Rushdie, lancé par l'Ayatollah Khomeiny et d'autres dirigeants iraniens.

Ahmad SHUJA

AU COURS des deux derniers mois, presque tous les weekends, dans une ville ou l'autre de Grande-Bretagne, des manifestations ont été organisées contre les *Versets Sataniques*, taxés de blasphématoires.

Autodafés

A Bolton et Bradford (où vit une large population musulmane, dans le nord de l'Angleterre) le livre a été brûlé en public, pour, selon l'un des organisateurs, "attirer l'attention publique". Ces actes ont ranimé les souvenirs des autodafés de livres par les nazis, en Allemagne, ont horrifié des millions de gens en Grande-Bretagne et dans d'autres pays non musulmans.

Le 12 février, 5 manifestants ont été tués par la police à Islamabad, capitale du Pakistan, quand une énorme manifestation, dirigée par des mollahs, a essayé d'attaquer le Centre américain, pour protester contre la publication prévue aux Etats-Unis, des *Versets sataniques*. Aucun de ces manifestants

n'avait vu, et encore moins lu, le livre. En fait, les musulmans du rang ne sont pas autorisés à lire un livre déclaré blasphématoire, seuls les érudits religieux ont ce privilège.

Mais le monde islamique est cependant divisé sur la réponse à apporter au problème. Hashem El Essawy, président de la Société islamique pour la promotion de la tolérance religieuse (organisation qui a entrepris et mené la campagne contre les *Versets sataniques* en Grande-Bretagne), souligne que celle-ci n'est pas d'accord pour brûler ou interdire le livre, et considère de tels actes comme anti-islamiques.

On dit également qu'elle est tout à fait contre la sentence de mort prononcée contre Rushdie. Les érudits de la mosquée Al Azhar, en Egypte, considérée comme le principal centre mondial de l'enseignement islamique pour les musulmans d'obédience sunnite (majoritaires parmi les musulmans), ont remis en cause le droit de Khomeiny de le condamner à mort, et expliquent que cette sentence contrevient à la loi islamique.

La raison de toute cette fureur, c'est que les musulmans croient que le livre

Le Verbe des censeurs

L'UNE DES IMAGES les plus frappantes suscitées par la campagne contre le livre de Rushdie, est celle de dirigeants musulmans de Bradford brûlant un exemplaire du livre devant l'hôtel de ville. Deux responsables du Conseil des mosquées de Bradford ont, apparemment, soutenu l'appel à l'assassinat de Rushdie. Par la suite ils ont déclaré avoir été cités à tort. Le Conseil s'est excusé en disant "nous ne sommes pas des politiciens". Les officiels concernés n'auraient parlé qu'en termes religieux ; expliquant qu'ils ne soutiennent que des actions légales, pacifiques. Certaines figures dirigeantes du Parti travailliste se sont jointes à la campagne des musulmans, même si ce n'est pas dans tous ses détails. Barry Seal, député européen, élu dans la circonscription, dirigeant du groupe travailliste au Parlement de Strasbourg, a pris la parole lors du meeting où le livre a été brûlé. Le député Max Madden a signé une motion au Parlement, demandant l'extension des lois sur le blasphème et, plus récemment, il a plaidé pour qu'un "droit de réponse" des musulmans soit inséré dans le livre. Madden proclame que les médias ne lui rendent pas justice, lui et Seal ont déclaré être opposés à l'interdiction du livre. Mais, ils n'ont pas publiquement fait état de cette position de principe, probablement pour des raisons électoralistes. Le groupe travailliste au Conseil municipal, dont certains membres asiatiques ont appelé à l'interdiction, a décidé de ne prendre aucune position ! Une telle prudence a laissé le champ ouvert aux autres. Les membres du Club du lundi (organisation conservatrice d'extrême droite), se sont répandus alentour, en se faisant passer pour des défenseurs "de la liberté de parole". Il va sans dire, que ce n'est pas parce qu'ils soutiennent le vigoureux anti-racisme qui court tout au long du livre de Rushdie. Leur proclamation selon laquelle ils veulent essayer de "relâcher les tensions raciales", est démentie par leurs tracts et leurs lettres à la presse, qui incluent des ingrédients tels que la fin de l'immigration "en provenance de l'arrière-pays du sous-continent indien". Ce qu'il faut à Bradford, comme ailleurs, c'est une réponse du mouvement ouvrier qui ne fasse aucune concession à la réaction cléricale et aux censeurs, mais qui replace la campagne des musulmans dans le contexte plus large d'une société raciste. ■

Paul HUBERT
Socialist Outlook

est une insulte à leur religion même. Le titre du roman de Rushdie vient de deux versets que le prophète Mohammed a retiré du Coran après la prise de la Mecque par ses partisans, croyant que ces versets avaient été inspirés par Satan, sous le masque de l'ange Gabriel.

L'implication en est que Mohammed aurait pu faire ça pour tromper les habitants de La Mecque. Pire, cela implique que Mohammed, et non pas Dieu, pourrait être l'auteur du Coran. Pour les adeptes d'autres religions, et les non-croyants, tout cela n'a sans doute pas beaucoup de sens. Mais pour les musulmans, c'est une insulte intolérable, parce qu'à leurs yeux, le Coran, syllabe pour syllabe, mot pour mot, est la parole de Dieu.

Ce sont les pages 363-364 du livre de Rushdie qui sont les cibles principales des critiques : l'auteur y décrit les révélations du prophète comme "un déploiement de règles à propos de tout et de rien, depuis la profondeur du sommeil du croyant, jusqu'aux positions sexuelles qui ont reçu l'aval de la divinité, c'est ainsi qu'on apprend que la sodomie et la position du missionnaire sont approuvées, alors que les postures interdites comprennent toutes celles dans lesquelles la femme est au-dessus."

Dans une autre partie, les prostituées d'un bordel ont reçu le nom des neuf femmes du prophète. Il y a en tout une liste de 12 points extraits du roman, auxquels les mollahs opposent des objections.

Réactions en Inde et au Pakistan

Mais il ne fait aucun doute que la campagne contre le livre est, dans une certaine mesure, d'inspiration politique. En Inde, les élections doivent avoir lieu dans moins d'un an, et Rajiv Gandhi connaît l'importance du vote des 100 millions de musulmans. Au Pakistan, les manifestations qui ont fait plusieurs morts et des centaines de blessés, étaient conduites par des opposants au nouveau régime de Benazir Bhutto. "Est-ce une véritable protestation ?" a-t-elle demandé, "ou n'est-ce pas plutôt une protestation de la part de ceux qui ont perdu les élections, ou de ceux (qui ont profité de la loi martiale), pour essayer de déstabiliser le processus de démocratisation ? Un ordre qui se meurt essaye toujours de porter quelques coups avant de disparaître."

Un autre mobile politique réside dans l'attitude iranienne, due non seulement à la volonté de Khomeiny de prendre la direction mondiale d'un milliard de musulmans, mais aussi au besoin qu'a son régime de trouver un nouvel ennemi extérieur sur lequel focaliser le mécontentement interne, au lendemain de la guerre désastreuse avec l'Irak.

Mais, cependant, les musulmans se sont, sans aucun doute, vraiment sentis frappés dans leurs sentiments. L'Islam

n'a connu aucune forme de réforme ni de "siècle des lumières". Il est formellement interdit de douter des origines ou des enseignements du Coran. Le prophète Mohammed, même dépeint sous des noms fictifs (comme dans les *Versets sataniques*), sa famille, et ses premiers compagnons sont considérés comme étant au-dessus de tout reproche.

Le problème ne concerne pas seulement le livre de Rushdie. Les ouvrages de l'un des plus grands romanciers égyptiens, récent prix Nobel de littérature, Nequib Mahfouz, sont interdits dans son propre pays, alors que l'Egypte est pourtant relativement libérale. L'écrivain jordanien Fadia a Faqir, également interdit en Egypte, se plaignait récemment, dans le *Supplément littéraire du Times*, de "la vague montante de censure et d'intimidation dans presque l'entièreté du monde islamique". D'un autre côté, un groupe saoudien a déclaré la guerre sainte (*jihad*) contre le "modernisme" lui-même.

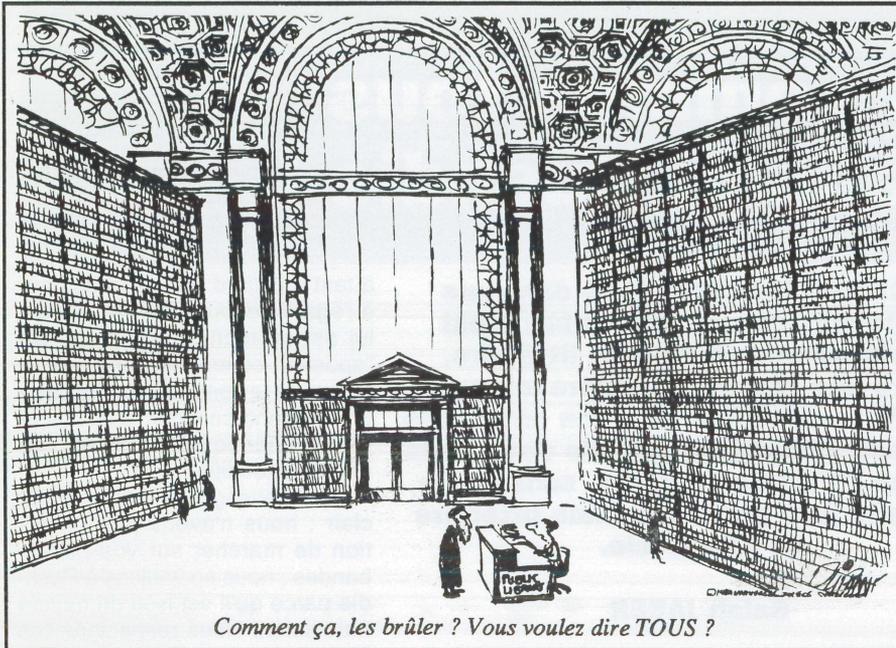
L'islam de Zia ul-Haq

Quelques musulmans "modérés", qui n'ont guère de temps à consacrer aux mollahs et aux intégristes, pensent cependant que le livre de Rushdie a produit un effet qui est à l'opposé de celui que recherchait l'auteur, et qu'il a plutôt servi à renforcer le camp intégriste parmi les musulmans ordinaires. Toute cette affaire a lancé un débat plus large : qui définit ce qui est islamique et ce qui ne l'est pas ?

Les termes du débat peuvent changer rapidement. Il n'y a pas si longtemps, le dictateur pakistanais Zia ul-Haq avait instauré des punitions barbares contre des centaines de ses compatriotes, hommes ou femmes, pour avoir simplement énoncé des opinions politiques, ou protesté contre son nouveau code islamique. Les mollahs avaient alors applaudi ou s'étaient tus. Où étaient les protestations de Hashem El Essawy et de ses pareils, contre la barbarie de Zia, ou contre le fouet et la torture pratiqués par les butors intégristes du Jamaat-e-Islami contre leurs opposants ?

Ce n'est qu'après que quelques artistes et écrivains aient eu le courage de faire un film révélant la façon dont la république islamique de Zia traitait les femmes, que quelques cris ont été poussés par des "musulmans, sophistiqués, éclairés", du pays, proclamant que Zia (qui, aujourd'hui décédé, n'est plus une menace) "n'avait fait qu'exploiter le nom de l'Islam". Depuis lors, le climat a changé et toute association avec le terrifiant régime de Zia est devenu lourd de responsabilité. L'Islam d'hier est devenu "non-islamique" en une seule nuit !

Sous le code islamique de Zia il a été déclaré que le témoignage de deux femmes, même dans un cas de viol, n'équivalait qu'à celui d'un seul homme. Les dirigeants religieux qui ont formulé ce code, étaient totalement indifférents aux insultes et à la misère qu'ils ont ainsi



Comment ça, les brûler ? Vous voulez dire TOUS ?

causé à des millions de femmes musulmanes de par le monde.

Les dirigeants musulmans, y compris la Société islamique pour la "tolérance religieuse", qui versent aujourd'hui des larmes à cause du mal fait par le livre de Rushdie, feraient aussi bien de se pencher sur les sentiments des Bahais d'Iran et des Ahmadis du Pakistan, qui sont la cible constante d'abus et de difformations de la part des mollahs. Les Ahmadis adorent le même Dieu que les autres musulmans, disent les mêmes prières, considèrent le Coran comme leur livre sacré, mais ils avaient été déclarés non-musulmans par le régime de Zulfikar Ali-Bhutto, sous la pression de la hiérarchie religieuse.

"Je suis contre la censure, mais..."

Les avocats de la "tolérance religieuse" seraient davantage pris au sérieux, s'ils faisaient campagne pour de meilleurs traitements de ces victimes des mollahs, et pour l'égalité des droits pour les femmes, et s'ils montraient quelque souci pour le sort des non-musulmans (comme les Sindhis du Pakistan, qui ont été forcés, par la peur et l'intimidation, de quitter leur pays, et voudraient revenir chez eux).

Malheureusement, les musulmans anti-Rushdie ont maintenant été rejoints par la brigade des "je suis contre la censure, mais...", et par le lobby pour l'extension des lois contre le blasphème (qui s'appliquent seulement aux blasphèmes contre la religion chrétienne). Ce groupe de personnes, dangereux et mal-intentionné, devient tout bêtement un jouet entre les mains des éléments réactionnaires, dont beaucoup seraient heureux de voir se renforcer une telle censure, mais également d'expulser les musulmans de Grande-Bretagne, ainsi que tous les Noirs et autres représentants d'une "culture étrangère".

Une autre réponse aussi dangereuse est venue d'un député du Parti travailliste Max Madden (voir encadré page 26), qui s'est joint à Hashem El Essawy et d'autres, pour demander qu'une courte déclaration de critiques musulmans soit "insérée dans le livre ou exposée dans les librairies ou les bibliothèques", pour expliquer à ceux qui choisiraient d'acheter ou d'emprunter le livre de Rushdie, pourquoi certains musulmans le trouvent offensant. Cela est appelé un "modeste droit de réponse".

Pourquoi s'arrêtent-ils aux *Versets sataniques* ? Qu'en est-il de l'*Origine des espèces* de Darwin (toujours interdit dans les écoles de certaines régions des Etats-Unis) ? Et le *Manifeste du Parti communiste* ? Ou encore les livres sacrés des principales religions, qui contiennent tous des passages que les adeptes des autres religions trouvent offensants ? Si cette suggestion grotesque était menée jusqu'au bout de sa logique, presque tous les livres incluraient au moins une "courte déclaration" et les librairies devraient ériger de nouveaux murs sur lesquels épingler les objections contre les livres mis en vente !

"Que Dieu me préserve de mes amis"

Les socialistes doivent défendre Salman Rushdie ; mais tous ses défenseurs sont loin d'être socialistes ou progressistes. Le magnat de la presse, Robert Maxwell, par exemple, dans un éditorial qu'il a signé dans le *Sunday Mirror*, le 19 février, a pressé, entre autres, le gouvernement britannique, de faire savoir que "tous les Iraniens, sauf les ennemis avérés de l'Ayatollah Khomeiny seraient renvoyés chez eux." Avec des "amis" comme Robert Maxwell, Salman n'a pas besoin d'ennemis. ■

Socialist Outlook
13 mars 1989

La parole à Rushdie :

DES ROMANS ont déjà traité de la culture islamique par des voies non orthodoxes, du point de vue théologique. Beaucoup d'entre eux ont représenté un problème pour les gardiens de l'orthodoxie. Mais cela ne s'était sûrement jamais produit avec des romans en anglais, voilà ce qui a donné un impact international. (...)

Je savais que les mollahs n'aimeraient pas mon roman, mais je ne suis pas particulièrement attaché à ce qu'ils font dans le monde islamique. Ma famille à vécu au Pakistan à l'époque de Zia : ce qui s'est fait dans ce pays, au nom de l'islamisation, est absolument effrayant. (...)

Les groupes que Zia appuyait au sein des Moujahidin étaient les plus fanatiques de tous. A mon avis, les mollahs, les généraux et les politiques qui les appuient constituent une terrible force négative dans tous le monde islamique. (...)

Je ne suis pas fier d'être soutenu par le *Sun* (il s'agit d'un journal à sensations de Grande-Bretagne) qui traite les Asiatiques de "rats". Dans cette affaire, je ne suis pas du côté du *Sun*, mais plutôt de celui des rats. Ceux qui ont organisé ces protestations ont légitimé la rhétorique raciste qui existe, lui ouvrant la "une" des journaux. Ce n'est pas mon livre qui a provoqué tout ça, mais la riposte à mon livre. Et c'est très triste. (...)

Une partie des arguments des parlementaires travaillistes qui se sont associés aux protestations contre le livre est sans doute basée sur l'idée que si l'on attaque la culture des opprimés, on se trouve du côté des oppresseurs. Mais c'est presque un argument raciste qui prend l'aspect le plus rétrograde d'une culture affirmant que c'est là toute la culture. De ce point de vue, tout thème progressiste peut être considéré comme occidentalisé et refusé. Mais dans tous les pays islamiques, des gens ont lutté contre l'obligation du tchador pour les femmes ou contre les formes de mariage, etc. Pourquoi devrions-nous accepter ces pratiques à Londres ? Dans la culture musulmane, comme dans les cultures noires ou asiatiques, il y a des forces progressistes et des forces conservatrices. Parmi les antiracistes, une certaine rhétorique dit qu'un peuple noir ne peut pas être raciste. Mais pour celui qui est originaire de l'Inde ou du Pakistan, c'est une position absurde. Il y a là-bas des haines communautaires, des préjugés de couleur et politiques qui ne peuvent être caractérisés que de racistes. ■

Londres, 18 février 1989 ; extraits de l'interview publiée dans *Socialist Worker* (organe du *Socialist Workers Party*).

Nous sommes tous des Salman Rushdie !

DES AUTODAFES du livre de Rushdie, aux manifestations sanglantes du sous-continent indien, en passant par la sentence de mort prononcée par Khomeiny, le Grand inquisiteur, c'est une campagne internationale de fanatisme sans précédent, la première de l'âge de la communication par satellite.

Pour quelle raison ce déferlement de haine? Quelques pages d'un roman à clés, qui ne prétend pas être autre chose qu'une œuvre de fiction, seraient-elles une offense plus intolérable pour l'Islam que les milliers d'écrits et de discours, ouvertement racistes ou plus hypocrites, qui foisonnent dans le monde occidental, depuis quelques années, sur le thème de la religion musulmane? Pourquoi la haine des fanatiques islamiques ne s'est-elle pas déchaînée contre les nouveaux croisés de l'Occident chrétien? Pourquoi ne se sont-ils jamais autant mobilisés lorsqu'il arrive qu'un sioniste fanatique "profane" le deuxième lieu saint de l'Islam, à Jérusalem?

Fanatisme

Salman Rushdie serait-il un danger plus grand pour l'Islam que ses détracteurs racistes ou fanatiques d'autres religions? Pour l'Islam, certes non; mais pour le fanatisme islamique, certes oui! En fait, si Rushdie avait appartenu à l'une des catégories de ceux qui abhorrent l'Islam parce qu'ils abhorrent les populations musulmanes, il n'aurait pas été inquiété.

Pour les fanatiques de l'intégrisme islamique, tout aurait été alors, dans l'ordre des choses tel qu'ils le conçoivent. Le fanatisme, en effet, se nourrit toujours du fanatisme opposé: l'intégrisme islamique du racisme anti-musulman, comme le sionisme de l'antisémitisme. Ou encore, comme le fanatisme "chrétien occidental" se nourrit du fanatisme islamique anti-chrétien ou anti-occidental.

Comme ils se complètent, d'ailleurs! Ceux pour qui Rushdie n'est qu'un prétexte pour amener des foules de misérables, qui se défoulent à bon marché contre un bouc émissaire, que leur ignorance charge symboliquement de toutes les oppressions qu'ils endurent. Et ceux qui fustigent ces derniers, protégeant de leur hypocrisie condescendante

PARCE QU'UN ECRIVAIN né dans une famille musulmane de Bombay s'est permis, dans un fantasme littéraire, de faire des allusions irrévérencieuses au Prophète de l'Islam et à son entourage, nous assistons depuis plus de deux mois à ce que l'histoire retiendra, sans doute, comme le plus grand scandale littéraire du XXe siècle.

Salah JABER

un homme qui, à leurs yeux, appartient à une religion incompatible avec leurs "valeurs" et dont les intégristes seraient la seule expression authentique. Deux prémisses entièrement partagées par les deux camps, aussi bien par les musulmans fanatiques que par les anti-musulmans.

Pourquoi Rushdie ?

Si Rushdie est devenu aux yeux des intégristes islamiques l'incarnation du mal, c'est précisément et seulement parce qu'il est d'ascendance musulmane. Il ne peut être accusé de racisme anti-musulman, de manière à conforter la conception fanatique du monde. Son combat est, sans équivoque, celui de la libre pensée, de la laïcité, de l'opposition au fanatisme religieux, comme il l'avait déjà montré dans ses ouvrages sur l'Inde et le Pakistan. En ce sens, il symbolise effectivement la seule source réelle de danger pour le fanatisme islamique: le défi de l'intérieur, qu'il n'est pas possible d'assimiler à l'hostilité étrangère, toujours bienvenue puisqu'elle est source d'auto-justification.

Ainsi, ce que les obscurantistes reprochent à Rushdie, ce n'est pas tant d'être un "blasphémateur", comme il y en

a tant à l'égard de l'Islam comme à l'égard de toute religion. Ce qui lui est reproché, c'est d'être un "apostat", comme le soulignait récemment le communiqué de compromis irano-saoudien à la Conférence islamique de Ryad, en Arabie Saoudite.

Le message à l'Occident est clair: nous n'avons pas l'intention de marcher sur vos plates-bandes; nous en voulons à Rushdie parce qu'il est issu du monde musulman. Nous respectons vos "valeurs", mais elles ne sauraient

s'appliquer à nos populations. Message déjà bien reçu par certains bien-pensants de l'Occident chrétien impérialiste: après tout, l'affaire Rushdie n'est que "querelle de musulmans"...

Les obscurantistes des autres religions n'ont pas manqué, quant à eux, de faire front unique, à cette occasion, pour signifier qu'ils ne sauraient admettre de Rushdie dans leurs propres communautés: chrétiens, juifs ou autres, ils ont manifesté leur crainte que l'affaire Rushdie ne devienne une incitation à la libre pensée, en exprimant leur compréhension pour l'émoi de leurs semblables musulmans face au "blasphème intolérable" de l'écrivain.

Obscurantistes

Face à ces obscurantistes de tous poils, "contre le fanatisme et l'intolérance", comme le disait une pétition d'intellectuels de pays musulmans publiée à Paris, "nous sommes tous des Salman Rushdie". L'affaire des *Versets sataniques* doit être l'occasion non seulement d'une campagne pour la défense de la liberté d'expression en Occident, mais aussi et surtout une campagne pour les libertés démocratiques dans les pays qui n'en jouissent pas, au point que leurs gouvernements veulent même les limiter à l'étranger. Les Rushdie habitant ces pays doivent

aussi pouvoir s'exprimer librement, car tant qu'une partie de l'humanité restera enchaînée, aucune liberté ne sera irréversiblement acquise. La défense de Salman Rushdie n'est pas celle des "valeurs occidentales" contre la "culture orientale"; elle est celle du droit de tous, y compris les Orientaux, à la libre expression. ■

